



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 15 AVRIL 1871.

Proclamation.

CANADA,
PROVINCE DE }
QUÉBEC. }
(L. S.)

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-onze, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante-onze ; auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le PREMIER jour du

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 15th APRIL, 1871.

Proclamation.

CANADA,
PROVINCE OF }
QUEBEC. }
(L. S.)

N. F. BELLRAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a meeting of the Legislature or Parliament of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTEENTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-one, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature or Parliament of the Province of Quebec stands called for the FIFTEENTH day of the month of MARCH, one thousand eight hundred and seventy-one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear.

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council, of the Province of Quebec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that on MONDAY, the FIRST day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature or Parliament of the said Province, at Our City

mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE
A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes Lettres Patentes, et à icelles
fait apposer le Grand Sceau de Notre dite
Province de Québec; Témoin, Notre
Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable
Sir NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU,
Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de
Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
Cité de Québec, dans Notre dite Provin-
ce, ce SIXIEME jour de MARS, dans
l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent
soixante-onze, et de Notre Règne la
Trente-quatrième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

333 12

Québec.

of Quebec, and therein to do as may seem necessary
HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our Letters to be made Patent,
and the Great Seal of Our said Province
of Québec to be hereunto affixed: WIT-
NESSES, Our Right Trusty and Well Beloved
the Honorable Sir NARCISSE FORTU-
NAT BELLEAU, Knight, Lieutenant
Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of
Québec, in Our said Province, this
SIXTH day of MARCH, in the year of
Our Lord, one thousand eight hundred
and seventy-one, and in the thirty-fourth
year of Our Reign.

By Command,

L. H. HUOT,

Clerk of the Crown in Chancery,

334 12

Québec.

Avis du Gouvernement.

AVIS PUBLIC est par le présent donné, qu'en vertu
de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social,
des Lettres-Patentes ont été émises sous le grand sceau
de la province de Québec, en date du sixième jour
d'avril courant, incorporant Charles Lajoie, commer-
çant, de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche,
dans le comté de Saint-Maurice, Sévère Rivard,
écuyer, avocat, de la cité de Montréal, George A.
Gouin et James Shortis, tous deux commerçants, de la
cité de Trois-Rivières, et Gédéon Malhiot, écuyer,
avocat de la dite cité de Trois-Rivières, dans le but de
manufacturer la laine, sous le nom de "La manufacture
de laine d'Yamachiche," avec un fonds social s'é-
levant en totalité à la somme de vingt mille piastres,
divisé en deux cents parts de cent piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Qué-
bec, ce douzième jour d'avril de l'année mil huit cent
soixante-et-onze.

PH. J. JOLICOEUR,

Assistant-Secrétaire.

1251

PROVINCE DE QUEBEC.

CHAMBRE DU PARLEMENT.

Québec, 4 mars 1871.

Toutes les demandes de Bills privés, qui sont propre-
ment du ressort de la législature de la province de Qué-
bec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Bri-
tannique du nord, 1867, soit pour la construction d'un
pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou
d'une ligne télégraphique; soit pour la construction
ou l'amélioration d'un havre, canal, écluses, digue, ou
olissoire, ou autres travaux semblables; soit pour
l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'un
aqueduc, ou d'une usine à gaz, l'incorporation de
professions ou métiers, de compagnies à fonds social;
l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre mu-
nicipalité; le prélèvement d'une taxe locale, la division
d'un comté, pour des fins autres que celles de la
représentation parlementaire, ou celle d'un township;
le changement d'un chef-lieu de comté ou d'un bureau
local, le règlement d'une commune; le nouvel arpen-
tage d'un township, ligne ou concession; ou pour
octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges
exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de
faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les
droits ou la propriété d'autres individus, ou se rappor-
tant à une classe particulière de la société; ou pour
faire aucun amendement d'une nature semblable à un
acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spéci-
fiant clairement et distinctement la nature de l'objet
de la demande,—comme suit, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français
et en anglais, et dans un journal publié en anglais et
dans un autre publié en français, dans le district
auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une
et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il
n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux
langues) se fera dans la *Gazette Officielle*, et dans le
journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas pendant
une période d'au moins deux mois, durant l'intervalle

Government Notices.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that under the
joint stock companies incorporation act, Letters Patent
have been issued under the great seal of the Province
of Québec, bearing date the sixth day of April instant,
incorporating Charles Lajoie, of the parish of Ste.
Anne de Yamachiche, in the county of St. Maurice,
trader, Sévère Rivard, of the city of Montreal, esquire,
advocate, George A. Gouin and James Shortis, both
of the city of Three Rivers, traders, and Gédéon
Mailhot, of the said city of Three Rivers, esquire, ad-
vocate, for the purpose of manufacturing wool, by the
name of "The Yamachiche Wool Manufactory," with
a total capital stock of twenty thousand dollars,
divided into two hundred shares of one hundred
dollars each.

Dated at the office of the Secretary of the Province
of Québec, this twelfth day of April, one thousand
eight hundred and seventy-one.

PH. J. JOLICOEUR,

Assistant Secretary.

1252

PROVINCE OF QUEBEC.

PARLIAMENT HOUSE.

Québec, 4th March, 1871.

All applications for Private Bills properly within
the range of the powers of the Legislature of the
Province of Québec, according to the provisions of
the Act of British North America, 1867, whether for
the construction of a Bridge, a Railway, a Turnpike
road or Telegraph line, Canal, Lock, Dam or Slide, or
other like works; the granting of a right of ferry;
the construction of works for supplying gas or water;
the incorporation of any particular profession or trade,
or of any Joint Stock Company; the incorporation of
a city, town, village or other municipality; the levy-
ing of any local assessment; the division of any
County for purposes other than that of representation
in Parliament, or of any township; the removal of
the site of any County town or of any local Offices;
the regulation of any Common; the survey of any
township, line or concession, or otherwise for granting
to any individual or individuals, any exclusive or pec-
uliar rights or privileges whatever, or for doing any
matter or thing which in its operation would affect the
rights or property of other parties, or relate to any
particular class of the community; or for making any
amendment of a like nature to any former Act,—shall
require a notice clearly and distinctly specifying the
nature and object of the application, to be published
as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette* in the
English and French languages, and in one newspaper
in the English, and one in the French language, in the
district affected, or in both languages, if there be but
one paper; or if there be no paper published therein,
then (in both languages) in the *Official Gazette*, and
in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a
period of at least two months during the interval of

de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

Toutes applications pour des bills concernant la construction des chemins de fer, et chemins à rails plats, canaux ou lignes télégraphiques, seront sujettes aux règlements suivants: Avant qu'une pétition demandant la permission de présenter un bill pour aucun des objets ci-dessus mentionnés soit reçue par la chambre, la personne ou les personnes demandant ce Bill, déposeront chez le Greffier des Bills Privés, les documents suivants:

1. Une carte ou plan sur une échelle pas moindre qu'un demi pouce au mille, indiquant aussi le tracé de tous les travaux existant ou autorisés de même nature, dans, ou concernant, de quelque manière que ce soit le district ou aucune partie d'icelui qui doit retirer quelque avantage de ces travaux. Cette carte ou ce plan devra être signé par l'ingénieur ou toute autre personne qui l'aura dressé.

2. Un livre de renvoi dans lequel les informations suivantes seront clairement données dans des cédules séparées, savoir:

Cédule A.—Le nom de chaque municipalité dans laquelle les travaux projetés ou aucune partie d'iceux doivent être entrepris—la population de chaque telle municipalité telle qu'il appert par le dernier recensement; la valeur imposable de la propriété dans chaque municipalité telle que démontrée par le dernier rôle d'évaluation et cette cédule pourra contenir dans un état séparé une semblable information sur les districts voisins qui devront retirer un avantage des travaux projetés.

Cédule B.—Une description générale de la nature, de l'étendue et du genre des travaux projetés, et un estimé du coût probable d'iceux, en distinguant les items généraux concernant la construction, de frais d'iceux respectivement, aussi bien que la nature, l'étendue et le coût probable du matériel roulant ou autre matériel nécessaire à l'usage et à la mise en opération de l'entreprise projetée. Cette cédule devra être signée par l'ingénieur ou autre personne qui l'aura préparée.

Cédule C.—Un exhibit indiquant le montant total du capital qu'il est proposé de prélever pour les objets de l'entreprise et la manière qu'il est proposé d'adopter pour prélever icelui, soit au moyen de parts ordinaires, bons (bonds) ou débentures ou autres sécurités et le montant de chacune d'icelle respectivement.

Cédule D.—Un estimé des revenus probables de l'entreprise projetée indiquant les sources d'où ces revenus devront provenir; les recettes annuelles d'icelle respectivement, le coût annuel probable de la mise en opération ou de la dépense pour les travaux; et le revenu annuel net applicable au paiement de l'intérêt des placements projetés.

Ces cédules devront être signées par la personne qui les aura préparées.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Greffier, Conseil Législatif.
G. M. MUIR,
Greffier de l'As. Lég.

785 7

time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill, shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also, at the same time and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

All applications for Bills for the construction of Railways, Tramways, Canals or Telegraph lines, shall be subject the following regulations: Before any Petition praying for leave to bring in a Bill for any of the purposes above named is received by the House, the person or persons petitioning for such Bill shall deposit with Clerk of the Private Bill Office, the following documents:

1. A map or plan upon a scale of not less than half an inch to the mile, showing the location upon which it is intended to construct the proposed work, and shewing also all lines of existing or authorized works of a similar character within or in any way affecting the District, or any part thereof, which the proposed work is intended to serve. Such map or plan to be signed by the Engineer or other party making the same.

2. A book of reference, in which shall be clearly set out the following information, in separate schedules, namely:

Schedule A. The name of each Municipality within which the proposed works, or any part thereof, are intended to be constructed; the population of each such municipality, as returned by the next preceding census: the rateable value of the property within each such municipality, as returned by the preceding assessment rolls thereof; and this schedule may contain in a separate statement similar information as to the adjoining districts intended to be served by the proposed works.

Schedule B. A general description of the nature, extent, and proposed character of the contemplated works, and an estimate of the probable cost thereof, distinguishing the general items of construction, and the costs thereof respectively, as well as the nature, extent and probable cost of all engine and car stock, or other outfit or equipment necessary to the use and operation of the proposed undertaking. Such schedule to be signed by the engineer or other persons preparing the same.

Schedule C. An exhibit showing the total amount of capital proposed to be raised for the purposes of the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same, whether by ordinary shares, bonds, debentures or other securities and the amount of each respectively.

Schedule D. An estimate of the probable revenues of the proposed undertaking, showing the sources whence the same are expected to be derived, the annual earnings therefrom respectively, the probable annual cost of operation or working expenditure, and the annual net revenue applicable to the payment of interest on the proposed investment.

Schedules to be signed by the person preparing the same.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Clerk, Legislative Council.
G. M. MUIR,
Clerk, Legislative Assembly.

786 7

Avis Divers.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 548.

Dame Caroline Jones, de la cité et du district de Montréal, épouse de Archbald James Arnott, ci-devant lieutenant dans les "Royal Canadian Rifles," et maintenant de la dite cité et du district de Montréal, gentilhomme, dûment autorisée à *ester en justice*,

Demanderesse,

vs.

Le dit Archbald James Arnott,

Défendeur.

La Demanderesse a intenté une action en séparation de corps et de biens en cette cause, le vingt et unième jour de mars courant.

Montréal, 21 mars 1871.

LAFLAMME, HUNTINGTON & LAFLAMME,
1017 3 Avocats de la Demanderesse.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DES COM-
TES DE RICHELIEU, DRUMMOND
ET ARTHABASKA.

AVIS

EST par le présent donné qu'une assemblée générale et spéciale des Actionnaires de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, sera tenue au bureau de la compagnie, dans la ville de Sorel, MARDI, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, dans le but d'autoriser, s'ils le jugent à propos, l'émission de Bons au montant de \$50,000, portant premier privilège sur la partie du chemin de la dite compagnie depuis Sorel à L'Avenir, et jusqu'à sa jonction avec le chemin de fer Grand-Tronc, afin de donner pouvoir à la compagnie de se conformer aux conditions du règlement passé par le comté de Drummond, pour la première fois, le huitième jour de mars courant, en cas que la compagnie trouverait bon d'accepter telles conditions; aussi pour ratifier et confirmer l'arrangement proposé avec la compagnie du chemin de jonction des comtés du sud-est, concernant la construction et le louage du prolongement de la ligne d'Actonvale, au dit chemin de jonction des comtés du sud-est.

A. C. WURTELE,
Secrétaire.

Rivière David, 27 mars 1871.

1053 3

CHEMIN DE FER GRAND TRONC DU CANADA.

Vente des bagages et frêts non réclamés.

Avis est par le présent donné que tous frêts et bagages demeurés en la possession de la compagnie, non réclamés, depuis plus de douze mois, seront vendus par encan public, mardi, le 2 mai 1871, à la salle d'encan de A. Booker, encanteur, No. 361, rue Notre-Dame, à 10 heures A. M., suivant les lois à cet égard.

C. J. BRYDGES,
Directeur-Gérant.

Bureau de la Compagnie,
Montréal, 16 mars 1871.

967 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 503.

Dame Emilie Tessier dite Lavigne, de la cité et du district de Montréal, épouse de Léger Dasilva dit Portugais, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à *ester en justice*,

Demanderesse,

vs.

Le dit Léger Dasilva dit Portugais,

Défendeur.

La Demanderesse a intenté une action en séparation de biens, en cette cause, ce quinzième jour de mars courant.

T. et C. C. DE LORIMIER,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 15 mars 1871.

923 5

Miscellaneous Notices.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 548.

Dame Caroline Jones, of the city and district of Montreal, wife of Archbald James Arnott, late lieutenant in the "Royal Canadian Rifles," and now of the said city and district of Montreal, gentleman, and duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff,

vs.

The said Archbald James Arnott,

Defendant.

The Plaintiff has instituted an action *en séparation de corps et de biens* in this cause, on the twenty first day of March instant.

Montreal, 21st March, 1871.

LAFLAMME, HUNTINGTON & LAFLAMME,
1018 3 Attys for Plaintiff.

RICHELIEU, DRUMMOND AND ARTHABASKA
COUNTIES RAILWAY CO.

NOTICE

IS hereby given that a special general meeting of the Shareholders of the Richelieu, Drummond and Arthabaska Counties Railway Company, will be held at the Company's Office, in the town of Sorel, on TUESDAY, the SECOND day of MAY next, at the hour of TEN A. M., for the purpose of authorising, should they see fit, the issue of first privileged Bonds to the amount of \$50,000 to be secured on that portion of the company's line from Sorel to L'Avenir, and to the junction with the Grand Trunk Railway, so as to enable the company to comply with the requirements of the Bye-law passed by the county of Drummond, for the first time on the eighth day of March instant, in case the company should deem it advisable to accept the terms thereby offered; and further to ratify and confirm the proposed agreement with the south-eastern counties junction railway company with respect to the construction and leasing of the extension of the line from Actonvale to the said south-eastern counties junction railway.

A. C. WURTELE,
Secretary.

River David, 27th March, 1871.

1054 3

GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA.

Sale of unclaimed freight and baggage.

Notice is hereby given that all freight and baggage that has remained in the Company's possession unclaimed, over twelve months, will be sold by public auction, on Tuesday, 2nd May, 1871, at the sale rooms of A. Booker, auctioneer, No. 361, Notre Dame street, at 10 o'clock A. M., in accordance with the statute on that behalf.

C. J. BRYDGES,
Managing Director.

Company's Office,
Montreal, 16th March, 1871.

968 4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 503.

Dame Emilie Tessier dite Lavigne, of the city and district of Montreal, wife of Léger Dasilva dit Portugais, of the same place, trader, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff,

vs.

The said Léger Dasilva dit Portugais,

Defendant.

The Plaintiff has instituted an action *en séparation de biens*, in this cause, this fifteenth day of March instant.

T. and C. C. DE LORIMIER,
Attorn ys for Plaintiff.

Montreal, 15th March, 1871.

924 5

Canada.
Province de Québec. } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No. 1167.

Dame Maria-Félonise Naud, de la ville de Sorel, épouse de Joseph-Désiré-Henry Lécuyer, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, et le dit Joseph D. H. Lécuyer, Défendeur :

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 mars courant, rapportable le 12 avril prochain.

A. GERMAIN,
Avocat de la Demanderesse.

Sorel, 27 mars 1871. 1087 3

Avis est par le présent donné que Andrew Oliver, marchand, Archibald Maclaren, cultivateur, Andrew Tracy, cultivateur, James Rennie, cultivateur, Daniel McMullen, cultivateur, John Henderson, marchand, Robert Middlemiss, charpentier, et William Williams, William Haney, John Pollock, Dennis Leary, William Iby, John H. Henderson, et Henry H. Wilson, cultivateurs, tous du canton de Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon, demanderont des Lettres Patentes en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social pour incorporer la compagnie dite "The Rockburn Steam Mill Company," pour transiger des affaires quant au sciage et à la préparation du bois, du bardeau et à la confection d'autres objets industriels à Rockburn, dans le dit canton. Le fonds capital de la dite compagnie sera de quatre mille piastres, divisé en quatre-vingts actions de cinquante piastres chacune, et les dits Archibald Maclaren, Andrew Oliver, Andrew Tracy, James Rennie, et Daniel MacMullen, seront les premiers directeurs de la compagnie.

JOHN J. MACLAREN,
Solliciteur pour les requérants.

Rockburn, 18 mars 1871. 995 4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 1166.

Avis est donné que Dame Adèle Bibeau, épouse de Pierre Alexis Courchène, commerçant, de la paroisse de Saint-François du Lac, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

ARMSTRONG & GILL,
Procureurs de la Demanderesse.

Sorel, 9 mars 1871. 887 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 502.

Dame Margaret Ferns, de la cité et du district de Montréal, épouse de Thomas Sexton, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse,

vs.

Le dit Thomas Sexton, Défendeur.

La Demanderesse a intenté une action en séparation de biens en cette cause, ce quinziesme jour de mars courant.

T. et C. C. DE LORIMIER,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 15 mars 1871. 925 5

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

La société qui existait ci-devant entre les soussignés, sous les nom et raison de "Millers' Bark Extract Association," et engagée dans la fabrication et la vente de "Millers' Bark Extract," aux Etats-Unis et en Canada, a été dissoute de consentement mutuel.

Signé : ALEX. MOSELEY,
JOHN A. BLANCHARD,
FAYETTE SHAW,
WILLIAM SHAW,
N. W. RICE,
W. E. PLUMMER.

Boston, 1er mars 1871. 1201 2

Canada,
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 1167.

Dame Maria Félonise Naud, of the town of Sorel, wife of Joseph Désiré Henry Lécuyer, of the same place, trader, duly authorized to plead, *ester en justice*, Plaintiff, and the said Joseph D. H. Lécuyer, Defendant :

An action for separation of property has been instituted in this cause, the 27th March instant, returnable on the 12th of April next.

A. GERMAIN,
Plaintiff's Attorney.

Sorel, 27th March, 1871. 1088 3

Notice is hereby given that Andrew Oliver, merchant, Archibald Maclaren, farmer, Andrew Tracy, farmer, James Rennie, farmer, Daniel McMullen, farmer, John Henderson, merchant, Robert Middlemiss, carpenter, and William Williams, William Haney, John Pollock, Dennis Leary, William Iby, John H. Henderson, and Henry H. Wilson, farmers, all of the township of Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, will apply for Letters Patent under the joint stock companies incorporation act to incorporate "The Rockburn Steam Mill Company," to carry on the business of sawing and manufacturing lumber, shingle-making and other manufacturing purposes at Rockburn in said township. The capital stock of said company to be four thousand dollars, in eighty shares of fifty dollars each, and the said Archibald Maclaren, Andrew Oliver, Andrew Tracy, James Rennie and Daniel McMullen to be the first Directors of the Company.

JOHN J. MACLAREN,
Solliciter for Applicants.

Rockburn, 18th March, 1871 996 4

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 1166.

Notice is given that Dame Adèle Bibeau, wife of Pierre Alexis Courchène, trader, of the parish of St. Francis du Lac, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

ARMSTRONG & GILL,
Attornies for Plaintiff.

Sorel, 9th March, 1871. 888 5

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 502.

Dame Margaret Ferns, of the city and district of Montréal, wife of Thomas Sexton, of the same place, butcher, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff.

vs.

The said Thomas Sexton, Defendant.

The Plaintiff has instituted an action *en séparation de biens* in this cause, this fifteenth day of March instant.

T. and C. C. DE LORIMIER,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 15th March, 1871. 926 5

DISSOLUTION OF PARTNERSHIP.

The Partnership heretofore existing between the undersigned under the name and style of the "Millers' Bark Extract Association," and engaged in the manufacture and sale of "Millers' Bark Extract" in the United States and Canada, is dissolved by mutual consent.

Signed : ALEX. MOSELEY,
JOHN A. BLANCHARD,
FAYETTE SHAW,
WILLIAM SHAW,
N. W. RICE,
W. E. PLUMMER.

Boston, 1st March, 1871. 1202 2

Avis de Faillite.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de William J. Riddle, de St. Andrews, commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler à sa place d'affaires, à St. Andrews, comté d'Argenteuil, lundi, le premier jour de mai prochain, à deux heures de l'après-midi, pour recevoir un état de ses affaires et pour nommer un syndic.

H. HOWARD,
Syndic provisoire. 1231

St. Andrews, 11 avril 1871.

ACTES CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864-69.

Dans l'affaire de Hugh McGill, commerçant, à Montréal, sous les nom et raison de Hugh McGill & Cie., failli.

Un deuxième bordereau des dividendes sur les biens immeubles du failli, a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au premier jour de mai prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

A. B. STEWART,
Syndic officiel. 1233

Montréal, 12 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de W. & A. Delaney, de Montréal, faillis.

Un deuxième et dernier bordereau des dividendes a été préparé, et ouvert aux oppositions jusqu'au premier jour de mai prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

A. B. STEWART,
Syndic officiel. 1235

Montréal, 12 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Nicholas Kinsella, de la cité de Montréal, épicier et commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à sa place d'affaires, No. 17, rue Jurors, dans la cité de Montréal, lundi, le premier jour de mai, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

T. S. BROWN,
Syndic provisoire. 1237

Montréal, 12 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de St-François. }

Dans l'affaire de Jerome J. Webster, failli.

Samedi, le vingtième jour de mai prochain, le sous-signé demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JEROME J. WEBSTER,
Par J. W. MERRY,
Son procureur ad litem. 1239

Magog, 11 avril, 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de Joseph Boisvert et Alphonse E. Boisvert, tous deux commerçants, du township de Wickham, tant individuellement que comme ayant fait affaires ensemble en société sous les nom et raison de "Joseph Boisvert, fils & Cie.," faillis.

Le vingt-deuxième jour de mai prochain, les sous-signés, tant individuellement que comme membres de la dite société, feront application à la dite cour pour leur décharge, en vertu du dit acte.

JOSEPH BOISVERT,
ALPHONSE E. BOISVERT.
Par WILFRID LAURIER,
Leur procureur ad litem.

Arthabaskaville, 11 avril 1871. 1241

Bankrupt Notices.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William J. Riddle, of St. Andrews, trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, in St. Andrews, county of Argenteuil, on Monday, the first day of May next, at 2 o'clock P. M.; to receive statements of his affairs and to appoint an Assignee.

H. HOWARD,
Interim Assignee. 1232

St. Andrews, 11th April, 1871.

INSOLVENT ACTS OF 1864-69.

In the matter of Hugh McGill, trading at Montreal, under the name and firm of Hugh McGill & Co., an Insolvent.

A second dividend sheet of the real estate of the insolvent has been prepared, subject to objection until the first day of May next, after which dividend will be paid.

A. B. STEWART,
Official Assignee 1234

Montreal, 12th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of W. & A. Delaney, of Montreal, Insolvents.

A second and final dividend sheet has been prepared, subject to objection until the first day of May next, after which dividend will be paid.

A. B. STEWART,
Official Assignee. 1236

Montreal, 12th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Nicholas Kinsella, of the city of Montreal, grocer and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his place of business, No. 17, Jurors street, in the city of Montreal, on Monday, the first day of May, at eleven of the clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

T. S. BROWN,
Interim Assignee. 1238

Montreal, 12th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Saint-Francois. }

In the matter of Jerome J. Webster, an Insolvent.

On Saturday, the twentieth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JEROME J. WEBSTER,
Per J. W. MERRY,
His Attorney ad litem. 1240

Magog, 11th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Arthabaska. }

In the matter of Joseph Boisvert and Alphonse E. Boisvert, both traders, of the township of Wickham, as well as individually as having done business together in partnership under the name and firm of "Joseph Boisvert, fils & Cie.," Insolvents.

On the twenty second day of May next, the undersigned, as well individually as members of the said firm, will apply to the said Court for their discharge, under the said act.

JOSEPH BOISVERT,
ALPHONSE E. BOISVERT.
Per WILFRID LAURIER,
Their Attorney ad litem.

Arthabaskaville, 11th April, 1871. 1242

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Edouard Letarte, du village de Montmagny, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à Montmagny, dans le comté de Montmagny, en la demeure du failli, le vingt-cinquième jour d'avril courant, à neuf heures du matin, afin de recevoir un état de ses affaires et de nommer un syndic.

TH. MICHAUD,
Syndic provisoire.

Saint-Jean-Port-Joli, 5 avril 1871. 1203

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire d'Amand Turcotte, failli.

Le vingt-deuxième jour de mai prochain, le failli demandera à la cour sa décharge en vertu de cette loi.

AMAND TURCOTTE,
Par ARMSTRONG & GILL,
Ses procureurs ad litem.

Arthabaskaville, 8 avril 1871. 1205

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans la Cour Supérieure pour le district de Richelieu.

Canada, }
Province de Québec, }
District de Richelieu. }

Dans l'affaire de Jean-Baptiste Labelle, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et mercredi, le dix-septième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge par là effectuée.

J. B. LABELLE,
Par MOUSSEAU & DEMERS,
Procureurs ad litem.

Sorel, ce 8 avril 1871. 1211

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Giasson & Fils, marchands, de la paroisse de L'Islet, faillis.

Je, soussigné, Elisée Beaudet, de la cité de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers des faillis sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois, et sont aussi par les présentes notifiés de se réunir au bureau de messieurs Chinic et Beaudet, No. 44, rue Saint-Pierre, Basse-Ville, Québec, le 16ième jour du mois de mai prochain, à trois heures après-midi, pour l'examen des faillis et pour l'arrangement des affaires de la faillite en général.

E. BEAUDET,
Syndic.
1215

Québec, 5 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Cyprien D. Champigny, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et le vingtième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée.

C. D. CHAMPIGNY,
Par SANBORN & BROOKS,
Ses procureurs ad litem.

Sherbrooke, 12 avril 1871. 1225

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Alfred L. Darche, failli.

Le vingt-deuxième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

ALFRED L. DARCHÉ,
Par SHORT & PANNETON,
Ses procureurs ad litem.

Sherbrooke, 11 avril 1871. 1227

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Edouard Letarte, of the village of Montmagny, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at Montmagny, in the county of Montmagny, at the office of the insolvent, on the twenty fifth day of April instant, at nine o'clock in the morning, to receive statements of his affairs, and to appoint an assignee.

TH. MICHAUD,
Interim Assignee.

St. Jean Port Joli, 5th April, 1871. 1204

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, } In the Superior Court.
District of Arthabaska. }

In the matter of Amand Turcotte, an Insolvent.

On the twenty-second day of May next, the Insolvent will apply to the court for his discharge under this law.

AMAND TURCOTTE,
By ARMSTRONG & GILL,
His Attorneys ad litem.

Arthabaskaville, 8th April, 1871. 1206

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the Superior Court for the District of Richelieu.

Canada, }
Province of Québec, }
District of Richelieu. }

In the matter of Jean-Baptiste Labelle, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on wednesday, the seventeenth day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

J. B. LABELLE,
By MOUSSEAU & DEMERS,
Attorneys ad litem.

Sorel, 8th April, 1871. 1212

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Giasson & Son, merchants, of the parish of L'Islet, Insolvents.

I, the undersigned, Elisée Beaudet, of the city of Québec, have been appointed assignee in this matter. Creditors of the Insolvents are requested to file their claims before me, within one month, and they are hereby notified to meet at the office of Messrs. Chinic and Beaudet, No. 44, St. Peter street, Lower Town, Québec, the 16th day of the month of May next, at three o'clock in the afternoon, for the examination of the Insolvents and for the ordering of the affairs of the estate generally.

E. BEAUDET,
Assignee.
1216

Quebec, 5th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, } In the Superior Court.
District of St. Francis. }

In the matter of Cyprien D. Champigny, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a consent by his creditors to his discharge, and on the twentieth day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

C. D. CHAMPIGNY,
Per SANBORN & BROOKS,
His Attorneys ad litem.

Sherbrooke, 12th April, 1871. 1226

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Québec, } In the Superior Court.
District of St. Francis. }

In the matter of Alfred L. Darche, an Insolvent.

On the twenty second day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

ALFRED L. DARCHÉ,
Per SHORT & PANNETON,
His Attorneys ad litem.

Sherbrooke, 11th April, 1871. 1228

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph-Ovilla Beuperland, marchand, de la paroisse de Saint-Guillaume, failli.

Le vingt-deuxième jour de mai prochain, le soussigné s'adressera à la dite cour pour obtenir sa décharge en vertu du dit acte.

J. O. BEUPERLAND,
Par WILFRID LAURIER,
Son procureur *ad litem*.

Arthabaskaville, 11 avril 1871. 1243

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

In re Ashley Hibbard, tant individuellement que comme ayant fait affaires en société sous le nom de Hibbard, Aubin & Compagnie, failli.

Le quinzième jour de mai prochain, le failli demandera à la cour sa décharge en vertu de cette loi.

ASHLEY HIBBARD,
Par ARMSTRONG & GILL,
Ses procureurs *ad litem*.

Sorel, 29 mars 1871. 1121 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, }
District de St. Hyacinthe. } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Archambeault, failli.

Le seizième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour, ou à un des juges d'icelle, siégeant en matières de faillites, sa décharge en vertu du dit acte.

Par JOSEPH ARCHAMBEAULT,
CHAGNON & SICOTTE,
Ses procureurs *ad litem*.

St. Hyacinthe, 30 mars 1871. 1123 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Timothy Roxford, failli.

Je, soussigné, Samuel Hoyt, du canton de Magog, dans le district de Saint-François, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

SAMUEL HOYT,
Syndic.

Magog, Qué., 8 avril 1871. 1125 2

ACTES CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864-69.

Dans l'affaire de Stephen J. Lyman, commerçant, à Montréal, sous les nom et raison de S. J. Lyman et Co., failli.

Un premier et dernier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au vingt-quatrième jour d'avril courant.

A. B. STEWART,
Syndic officiel.

Montréal, 5 avril 1871. 1149 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de George McDougall, de la cité de Montréal, boulanger et confiseur, tant personnellement et en son propre nom, comme ayant ci-devant fait affaires en société avec John Easton, sous les nom et raison de McDougall et Compagnie, à Montréal susdit, failli.

Je, soussigné, Andrew B. Stewart, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, rue Saint-Sacrement, dans la cité de Montréal, jeudi, le neuvième jour de mai prochain, à trois heures de l'après-midi, pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général. Le failli est par le présent notifié d'y assister.

A. B. STEWART,
Syndic.

Montréal, 3 avril 1871. 1151 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *In the Superior Court.*

In the matter of Joseph Ovilla Beuperland, of the parish of St. Guillaume, trader, an Insolvent.

On the twenty-second day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

J. O. BEUPERLAND,
Per WILFRID LAURIER,
His Attorney *ad litem*.

Arthabaskaville, 11th April, 1871. 1244

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

In re Ashley Hibbard, individually and as having carried on business under the name of Hibbard, Aubin & Company, an Insolvent.

On the fifteenth day of May next, the insolvent will petition the court for his discharge under this act.

ASHLEY HIBBARD,
By ARMSTRONG & GILL,
His Attorneys *ad litem*.

Sorel, 29th March, 1871. 1122 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, }
District of St. Hyacinthe. } *In the Superior Court.*

In the matter of Joseph Archambeault, an Insolvent.

On the sixteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court, or to one of the judges of the said court, sitting in matters of insolvency, for a discharge under the said act.

Per JOSEPH ARCHAMBEAULT,
CHAGNON & SICOTTE,
His Attorneys *ad litem*.

St. Hyacinthe, 30th March, 1871. 1124 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Timothy Rexford, an Insolvent.

I, the undersigned, Samuel Hoyt, of the township of Magog, in the district of Saint-François, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month.

SAMUEL HOYT,
Assignee.

Magog, Que., 8th April, 1871. 1126 2

INSOLVENT ACTS OF 1864-69.

In the matter of Stephen J. Lyman, trading at Montreal, under the name and firm of S. J. Lyman and Co., an Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, subject to objection until the twenty-fourth day of April instant.

A. B. STEWART,
Official Assignee.

Montreal, 5th April, 1871. 1150 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of George McDougall, of the city of Montreal, Baker and Confectioner, as well personally and in his own name, as having heretofore carried on trade and business in partnership with John Easton, under the name, style and firm of McDougall and Company, in Montreal aforesaid, an Insolvent.

I, the undersigned, Andrew B. Stewart, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and are hereby notified to meet at my office, St. Sacrament street, in the city of Montreal, on Tuesday, the ninth day of May next, at the hour of three o'clock in the afternoon, for the public examination of the Insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally. The Insolvent is hereby notified to attend.

A. B. STEWART,
Assignee.

Montreal, 3rd April, 1871. 1152 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Charles Bélanger, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'à jeudi, le vingtième jour d'avril, après lequel jour les dividendes seront payés.

R. HENRY WURTELE,
Syndic officiel.

Québec, 5 avril 1871. 1155 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Hercule Beauparlant, failli.

Mardi, le 16 mai prochain, le failli demandera à la Cour Supérieure, siégeant dans le district de Richelieu, sa décharge en vertu du dit acte de faillite.

A. GERMAIN,
Avocat du failli.

Sorel, 5 avril 1871. 1157 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Joseph Cartier,

Failli.

et
Charles Gill, Syndic.

Mardi, le 16 mai prochain, le failli et le syndic demanderont à la cour supérieure, siégeant dans le district de Richelieu, le premier, la confirmation de sa décharge, et le second, sa décharge comme syndic en cette affaire.

A. GERMAIN,
Avocat du failli et du syndic.

Sorel, 5 avril 1871. 1159 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de James B. Burbank et George H. Goddar, tous deux ci-devant commerçants-associés, à Danville, sous les nom et raison de Burbank & Goddar, faillis.

Avis est par le présent donné que le vingtième jour de mai prochain, le soussigné, James B. Burbank demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte, tant en son nom individuel que comme un des membres de la dite société.

JAMES B. BURBANK,
Par HALL & WHITE,
Ses procureurs *ad litem*.

Sherbrooke, 5 avril 1871. 1167 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de John Donaldson, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au vingt-quatrième jour d'avril 1871, après lequel jour les dividendes seront payés.

WM. WALKER,
Syndic officiel.

Québec, 6^e avril 1871. 1165 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Willard N. Kinne, de Compton, P. Q., commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de s'assembler à mon office, en la ville de Sherbrooke, (le failli n'ayant plus de place d'affaire), jeudi, le vingtième jour d'avril courant, à 2 heures P. M., pour prendre communication de l'état de ses affaires et nommer un syndic.

J. A. ARCHAMBAULT,
Syndic provisoire.

Sherbrooke, 5 avril 1871. 1169 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de John Henry, de la ville de Sherbrooke, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de s'assembler à mon office, en la ville de Sherbrooke, jeudi, le 20^{ième} jour d'avril courant, à 10 heures A. M., pour prendre communication de l'état de ses affaires et nommer un syndic.

J. A. ARCHAMBAULT,
Syndic provisoire.

Sherbrooke, 5 avril 1871. 1171 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Charles Bélanger, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared and open to objection, until Thursday, the twentieth day of April, after which dividend will be paid.

R. HENRY WURTELE,
Official Assignee.

Quebec, 5th April, 1871. 1156 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Hercule Beauparlant, an Insolvent.

Tuesday, the 16th May next, the Insolvent will apply to the Superior Court, sitting in the district of Richelieu, for his discharge according to the said Insolvent Act.

A. GERMAIN,
Attorney for Insolvent.

Sorel, 5th April, 1871. 1158 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Joseph Cartier,

An Insolvent,

and
Charles Gill, Assignee.

Tuesday, the 16th May next, the insolvent and the assignee will apply to the superior court, sitting in the district of Richelieu, the first, for the confirmation of his discharge, and the second, his discharge as assignee in this matter.

A. GERMAIN,
Attorney of Insolvent and Assignee.

Sorel, 5th April, 1871. 1160 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of St. Francis. }

In the matter of James B. Burbank and George H. Goddar, both heretofore traders and copartners, at Danville, under the name, style and firm of Burbank & Goddar, Insolvents.

Notice is hereby given that on the twentieth day of May next, the undersigned, James B. Burbank, will make an application to this court to obtain his discharge pursuant to said act, as well individually as one of the members of said firm.

JAMES B. BURBANK,
Per HALL & WHITE,
His Attorneys *ad litem*.

Sherbrooke, 5th April, 1871. 1168 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of John Donaldson, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, open to objection until the twenty-fourth day of April, 1871, after which dividend will be paid.

WM. WALKER,
Official Assignee.

Quebec, 6th April, 1871. 1166 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Willard N. Kinne, of Compton, P. Q., trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, in the town of Sherbrooke, (the Insolvent having now no place of business,) on Thursday, the twentieth day of April instant, at 2 o'clock P. M., to receive statements of his affairs and appoint an assignee.

J. A. ARCHAMBAULT,
Interim Assignee.

Sherbrooke, 5th April, 1871. 1170 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of John Henry, of the town of Sherbrooke, contractor and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me and the creditors are notified to meet at my office, in the town of Sherbrooke, on Thursday, the 20th April instant, at 10 o'clock A. M., to receive statements of his affairs and appoint an assignee.

J. A. ARCHAMBAULT,
Interim Assignee.

Sherbrooke, 5th April, 1871. 1172 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de William Mansfield, de la cité de Montréal, aubergiste et commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens et les créanciers sont notifiés de se réunir à la place d'affaires du failli, No. 491, rue de St. Germain, dans la cité de Montréal, lundi, le vingt-quatrième jour d'avril courant, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

T. S. BROWN,
Syndic provisoire.
1173 2

Montréal, 5 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Patrick O'Malley, de la cité de Montréal, épicière et commerçant, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à la place d'affaires du failli, No. 357, rue Wellington, dans la cité de Montréal, lundi, le vingt-quatrième jour d'avril courant, à trois heures de l'après-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

T. S. BROWN,
Syndic provisoire.
1175 2

Montréal, 5 avril, 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Girard et Nantais, commerçants, de la cité de Montréal, faillis.

Une troisième et dernière feuille de dividende a été préparée, sujette à objection jusqu'au vingt-quatrième jour d'avril courant, inclusivement.

T. SAUVAGEAU,
Syndic.
1177 2

Montréal, 6 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Gustave C. Quevillon, commerçant, de Terrebonne, failli.

Une seconde et dernière feuille de dividende a été préparée, sujette à objection jusqu'au vingt-quatrième jour d'avril courant, inclusivement.

T. SAUVAGEAU,
Syndic.
1181 2

Montréal, 6 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Marie Ann S. Goulet, de Farnham-Ouest, épouse d'Edouard Cyr, tant individuellement que comme ayant été ci-devant en société avec feu Sophranie Cyr, épouse de feu Louis F. H. Bourdon, sous les nom et style de Bourdon et Cyr, Faillie.

Je, soussigné, Wm. Mead Pattison, de Frelighsburg, syndic officiel, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

WM. MEAD PATTISON,
Syndic.

Frelighsburg, Province de Québec,
3 avril, 1871.

1163 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Marguerite Hardy, de la cité de Montréal, commerçant sous le nom de M. H. Mercier, failli.

Je, soussigné, Tancrede Sauvageau, de la cité et du district de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau sous un mois, et sont aussi par le présent notifiés de se réunir à mon bureau, No. 359, rue des Commissaires, en la cité de Montréal, jeudi, le quatrième jour de mai, à 3 heures P. M., pour l'examen de la faillie et pour l'arrangement des affaires de la faillie en général.

T. SAUVAGEAU,
Syndic.
1179 2

Montréal, 3 avril 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William Mansfield, of the city of Montreal, Saloon keeper and trader, an Insolvent.

The Insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the place of business of the Insolvent, No. 491, Craig street, in the city of Montreal, on Monday, the twenty-fourth day of April instant, at eleven of the clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

T. S. BROWN,
Interim Assignee.
1174 2

Montreal, 5th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Patrick O'Malley, of the city of Montreal, grocer and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his Estate to me, and the creditors are notified to meet at the place of business of the insolvent, No. 357, Wellington street, in the city of Montreal, on Monday, the twenty-fourth day of April instant, at three of the clock in the afternoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

T. S. BROWN,
Interim Assignee.
1176 2

Montreal, 5th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Girard & Nantais, traders, of the city of Montreal, Insolvents.

A third and final dividend sheet has been prepared, subject to objection until the twenty fourth day of April instant, inclusive.

T. SAUVAGEAU,
Assignee.
1178 2

Montreal, 6th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Gustave C. Quevillon, trader, of Terrebonne, an Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared, subject to objection until the twenty-fourth day of April instant, inclusive.

T. SAUVAGEAU,
Assignee.
1182 2

Montreal, 6th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Marie Anne S. Goulet, of West Farnham, wife of Edouard Cyr, as well individually as having been heretofore in partnership with the late Sophranie Cyr, wife of the late Louis F. H. Bourdon, under the name and style of Bourdon & Cyr, an Insolvent.

I, the undersigned, Wm. Mead Pattison, of Frelighsburg, official assignee, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month.

WM. MEAD PATTISON,
Assignee.

Frelighsburg, Province of Quebec,
April 3rd, 1871.

1164 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Marguerite Hardy, of the city of Montreal, trading under the name of M. H. Mercier, an Insolvent.

I, the undersigned, Tancrede Sauvageau, of the city of Montreal, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at my office, No. 359, Commissioners street, in the city of Montreal, on Thursday, the fourth day of May, at 3 o'clock P. M., for the examination of the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate generally.

T. SAUVAGEAU,
Assignee.
1180 2

Montreal, 3rd April, 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Terrebonne. }

Dans l'affaire de Jules Pierre Godin, marchand, de St. Eustache, district de Terrebonne, failli.

Lundi, le quinzième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

J. P. GODIN,
Par C. L. CHAMPAGNE,
Son procureur *ad litem*.

St. Eustache, 5 avril 1871. 1183 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de St. François. }

Dans l'affaire de Abraham Codaire, failli.

Le soussigné a produit et filé au greffe de cette cour un acte de composition et décharge exécuté par ses créanciers, et, samedi, le vingtième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir la confirmation de la décharge effectuée en vertu d'icelui.

ABRAHAM CODAIRE,
Par CABANA & BELANGR.
Ses procureurs *ad litem*.

Sherbrooke, 28 mars 1871. 1055 3

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Québec. }

Dans l'affaire de Bernard et Hémond, de Québec, faillis.

Les soussignés ont déposé au bureau de cette cour un acte de décharge par leurs créanciers, exécuté par Mre G. T. Tremblay, notaire public, et jeudi, le quatrième jour de mai prochain, ils s'adresseront à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge effectuée en leur faveur.

FRANÇOIS-XAVIER BERNARD,
AUGUSTIN-ELZÉAR HÉMOND,
Par CYR. T. SUZOR,

Leur procureur *ad litem*.
Québec, 29 mars 1871. 1059 3

ACTES CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864, 1865 et 1869.

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Beauharnois. }

Dans l'affaire de Denis Latrimouille, failli.

Le trentième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu des dits actes.

DENIS LATRIMOUILLE,
Par L. A. SEERS,
Son procureur *ad litem*.

Beauharnois, 27 mars 1871. 1057 3

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Alexandre Bélanger, de Montréal, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et décharge exécuté par ses créanciers, et samedi, le vingt-deuxième jour d'avril prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur en vertu du dit acte.

ALEXANDRE BELANGER,
Par LORANGER & LORANGER,
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 15 mars 1871. 909 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Terrebonne. }

In the matter of Jules Pierre Godin, trader, of St. Eustache, District of Terrebonne, an Insolvent.

On Monday, the fifteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

J. P. GODIN,
Per C. L. CHAMPAGNE,
His Attorney *ad litem*.

St. Eustache, 5th April, 1871. 1184 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of St. Francis. }

In the matter of Abraham Codaire, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and, on Saturday, the twentieth day of May next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

ABRAHAM CODAIRE,
Per CABANA & BELANGER,
His Attorneys *ad litem*.

Sherbrooke, 28th March, 1871. 1056 3

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Québec. }

In the matter of Bernard and Hémond, of Québec, Insolvents.

The undersigned have filed in the office of this court, a deed of discharge executed by their creditors, before Mre G. T. Tremblay, public notary, and Thursday, the fourth day of May next, they will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

FRANÇOIS-XAVIER BERNARD,
AUGUSTIN-ELZÉAR HÉMOND,
Per CYR. T. SUZOR,

Their Attorney *ad litem*.
Québec, 29th March, 1871. 1060 3

INSOLVENT ACTS OF 1864, 1865 and 1869.

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Beauharnois. }

In the matter of Denis Latrimouille, an Insolvent.

On the thirtieth day of May next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said acts.

DENIS LATRIMOUILLE,
By L. A. SEERS,
His Attorney *ad litem*.

Beauharnois, 27th March, 1871. 1058 3

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }

In the matter of Alexandre Bélanger, of Montreal, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on Saturday, the twenty-second day of April next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

ALEXANDRE BELANGER,
By LORANGER & LORANGER,
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 15th March, 1871. 910 5

ACTES CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864 & 69.

Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re:—Joseph-Louis Barré, failli.

Le dix-septième jour du mois de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOSEPH LOUIS BARRÉ.

Par ARTHUR DESJARDINS,
Son avocat ad litem.

Montréal, 5 avril 1871. 1189 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Dans l'affaire de Trudelle et Voyer, faillis.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et mardi, le deuxième jour de mai prochain, il s'adressera à la dite cour pour une ratification de sa décharge ainsi effectuée.

CAMPBELL, LANGLOIS, HAMILTON,
Procureurs *ad litem* du dit J. B. TRUDELLE.
Québec, 30 mars 1871. 1101 3

ACTES CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864-69.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Peavey & March, faillis.

Le vingt-sixième jour d'avril prochain, le soussigné, individuellement et comme ci-devant partenaire de la dite société, demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOHN P. PEAVEY,
Par F. E. GILMAN,
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 21 mars 1871. 977 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864-69.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Thomas Coghlan, de la cité de Montréal, commerçant, individuellement, et comme ancien associé de la maison commerciale de Morris Coghlan et compagnie, failli.

Lundi, le vingt-quatrième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

THOMAS COGHLAN,
Montréal, 14 mars 1871. 911 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Bedford. }

Dans l'affaire d'Henry H. Clark, de Frelighsburg, failli.

Lundi, le vingt-quatrième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

H. H. CLARK,
Par G. B. BAKER,
Son procureur *ad litem*.

883 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Bedford. }

Dans l'affaire de Milton R. Bowker, de Sweetsburg, failli.

Lundi, le 24ième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

MILTON R. BOWKER,
Par E. RACICOT,
Son procureur *ad litem*.

885 5

INSOLVENT ACTS OF 1864 & 1869.

Montreal. } *In the Superior Court.*

In re:—Joseph-Louis Barré, an Insolvent.

On the seventeenth day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOSEPH LOUIS BARRÉ.

By ARTHUR DESJARDINS,
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 5th April 1871. 1190 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Quebec. }

In the matter of Trudelle and Voyer, Insolvents.

The undersigned have filed in the office of this Court, a consent by their creditors to their discharge, and on Tuesday, the second day of May next, they will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

CAMPBELL, LANGLOIS, HAMILTON,
Attorneys *ad litem* of the said J. B. TRUDELLE.
Quebec, 30th March, 1871. 1102 3

INSOLVENT ACT OF 1864-69.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of Peavy & March, Insolvents.

On the twenty-sixth day of April next, the undersigned, as well individually as having been a member of said firm, will apply to the said court for his discharge under the said act.

JOHN P. PEAVEY,
By F. E. GILMAN,
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 21st March, 1871. 978 4

INSOLVENT ACT OF 1864-69.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court*
District of Montreal. }

In the matter of Thomas Coghlan, of the city of Montreal, trader, individually as well as having been a partner in the late firm of Morris Coghlan and Company, an Insolvent.

On Monday, the twenty-fourth day of April next, the undersigned will apply to the said Court for a discharge under the said act.

THOMAS COGHLAN,
Montreal, 14th March 1871. 912 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Bedford. }

In the matter of Henry H. Clark, of Frelighsburg an Insolvent.

On Monday, the 24th day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

H. H. CLARK,
Per G. B. BAKER,
His Attorney *ad litem*

884 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
District of Bedford. }

In the matter of Milton R. Bowker, of Sweetsburg an Insolvent.

On Monday, the 24th day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

MILTON R. BOWKER,
Per E. RACICOT,
His Attorney *ad litem*.

886 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Bedford. }

Dans l'affaire de Joseph Omalley, failli.

Mercredi, le vingt-sixième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JOSEPH OMALLEY,
Par GEORGE B. BAKER,
Son procureur *ad litem*.

Nelsonville, 13 mars 1871. 899 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Montréal. } Cour Supérieure.

In re:—Moïse Vary, failli.

Le dix-septième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

MOÏSE VARY.
Par ARTHUR DESJARDINS,
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 14 mars 1871. 927 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Benjamin Hutchins et Edward Lusher, tous deux de la cité de Montréal, ci-devant épiciers en gros, faisant des affaires comme associés sous le nom de B. Hutchins et Cie., et aussi le dit Benjamin Hutchins et Edouard Lusher, comme individus, Insolubles.

Lundi, le dix-septième jour d'avril prochain, le soussigné, le dit Benjamin Hutchins, fera application à la dite cour, tant individuellement que comme ayant été ci-devant tel associé avec le dit Edward Lusher, sous le nom de B. Hutchins et Cie., pour obtenir une décharge en vertu du dit acte.

BENJAMIN HUTCHINS,
Par PERKINS & MONK,
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 7 mars 1871. 825 6

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Benjamin Hutchins et Edward Lusher, tous deux de la cité de Montréal, ci-devant épiciers en gros, faisant affaires, comme associés, sous le nom de Benjamin Hutchins & Cie., et aussi les dits Benjamin Hutchins et Edward Lusher, individuellement, faillis.

Lundi, le dix-septième jour d'avril prochain, le soussigné, le dit Edward Lusher, fera application à la dite cour, tant individuellement que comme ayant été ci-devant tel associé avec le dit Benjamin Hutchins sous le nom de Benjamin Hutchins & Cie., pour obtenir une décharge en vertu du dit acte.

EDWARD LUSHER,
Par PERKINS & MONK,
Ses procureurs *ad litem*.

Daté à Montréal, ce 7 mars 1871. 823 6

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.
District de Montréal. }

Dans l'affaire de William Johnson, failli.

Lundi, le dix-septième jour d'avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

WILLIAM JOHNSON,
Par J. & W. A. BATES,
Ses procur. urs *ad litem*.

Montréal, 7 mars 1871. 833 6

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Bedford. }

In the matter of Joseph Omalley, an Insolvent.

On Wednesday, the twenty-sixth day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JOSEPH OMALLEY,
By GEORGE B. BAKER,
His Attorney *ad litem*.

Nelsonville, 13th March, 1871. 900 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Montreal. } In the Superior Court.

In re:—Moïse Vary, an Insolvent.

On the seventeenth day of April next, the undersigned will apply to the said Court for a discharge under the said act.

MOÏSE VARY.
Per ARTHUR DESJARDINS,
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 14th March, 1871. 928 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In the matter of Benjamin Hutchins and Edward Lusher, both of the city of Montreal, heretofore wholesale grocers, carrying on business as copartners under the firm of B. Hutchins and Co., and also the said Benjamin Hutchins and Edward Lusher, as individuals, Insolvents.

On Monday, the seventeenth day of April next, the undersigned the said Benjamin Hutchins, individually and as having been heretofore such copartner with the said Edward Lusher, under the firm of B. Hutchins and Co., will apply to the said court for a discharge under the said act.

BENJAMIN HUTCHINS,
By PERKINS & MONK,
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 7th March 1871. 826 6

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In the matter of Benjamin Hutchins, and Edward Lusher, both of the city of Montreal, heretofore wholesale grocers, carrying on business as copartners under the firm of Benjamin Hutchins & Co., and also the said Benjamin Hutchins and Edward Lusher as individuals, Insolvents.

On Monday, the seventeenth day of April next, the undersigned the said Edward Lusher, individually and as having been heretofore such copartner with the said Benjamin Hutchins, under the firm of Benjamin Hutchins & Co., will apply to the said court for a discharge under the said act.

EDWARD LUSHER,
By PERKINS & MONK,
His Attorneys *ad litem*.

Dated at Montreal, the 7th March, 1871. 824 6

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Montreal. }

In the matter of William Johnson, an Insolvent.

On Monday, the seventeenth day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

WILLIAM JOHNSON,
By J. & W. A. BATES,
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 7th March, 1871. 834 6

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de James Benjamin Leithead, de la cité de Montréal, tailleur, failli.

Jeuđi, le vingtième jour d'Avril prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

J. B. LEITHEAD,
 Par LEO. H. DAVIDSON.
 Son procureur *ad litem*.

Montréal, 15 mars 1871. 951 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Étienne Gibeau, ci-devant commerçant, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, dans le comté de Napierville, et maintenant de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, district de Beauharnois, failli.

Avis est par le présent donné, que le failli susdit a déposé à mon bureau un acte de composition et décharge exécuté par ses créanciers tel que requis par la loi, et à moins qu'opposition ne soit faite au dit acte de composition et décharge, dans les trois jours juridiques après la dernière insertion de cet avis, les trois jours expirant mercredi, le vingt-sixième jour d'avril courant inclusivement, j'agirai d'après les clauses et conditions du dit acte.

F. X. BONNEAU,
 Syndic officiel. 1007 4

Saint-Rémi, 22 mars 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No. 207.

Dans l'affaire de Hubert Turcotte et François-Xavier Turcotte, faillis.

Le premier jour de mai prochain, les soussignés demanderont à la dite cour leur décharge en vertu du dit acte.

HUBERT TURCOTTE,
 FRANÇOIS X. TURCOTTE,
 Par JAS. MALOUIN,
 Leur procureur *ad litem*.

Québec, 17 mars 1871 953 5

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de John Penner, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et le vingt-septième jour d'avril prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JOHN PENNER,
 Par MONK & BUTLER,
 Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 18 mars, 1871. 965 4

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire d'Arthur McCormack, tant individuellement et comme ayant été un membre de la raison sociale de McDonough & McCormack, de St. Césaire, failli.

Les créanciers du failli sus-nommé sont par le présent requis de s'assembler à mon bureau, No. 96, rue St. François-Xavier, dans la cité de Montréal, lundi, le dix-septième jour d'avril prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour fixer la rémunération du syndic, et pour le règlement des affaires de la faillite en général.

JOHN FAIR,
 Syndic. 1103 2

Montréal, 30 mars 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Montreal. }

In the matter of James Benjamin Leithead, of the city of Montreal, Tailor, an Insolvent.

On Thursday, the twentieth day of April next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

J. B. LEITHEAD,
 By LEO. H. DAVIDSON,
 His Attorney *ad litem*.

Montreal, 15th March, 1871. 952 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Etienne Gibeau, heretofore trader, of the parish of St. Michel Archange, in the county of Napierville, and now of the parish of St. Jean Chrysostome, district of Beauharnois, an Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has deposited in my office a deed of composition and discharge executed by his creditors, as required by law, and should no objection be made to said deed of composition and discharge within three juridical days next after the last publication of this notice, which will be on Wednesday, the twenty-sixth day of April instant, inclusively, I will act upon said deed of composition and discharge according to its terms.

F. X. BONNEAU,
 Assignee. 1008 4

St. Remi, 22nd March, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 207.

In the matter of Hubert Turcotte and François-Xavier Turcotte, Insolvents.

On the first day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

HUBERT TURCOTTE,
 FRANÇOIS X. TURCOTTE,
 By JAS. MALOUIN,
 Their Attorney *ad litem*.

Quebec, 17th March, 1871. 954 5

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*
 District of Montreal. }

In the matter of John Penner, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a consent of his creditors to his discharge, and on the twenty-seventh day of April next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOHN PENNER,
 By MONK & BUTLER,
 His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 18th March, 1871. 966 4

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Arthur McCormack, as an individual and as having been a partner in the firm of McDonough & McCormack, of St. Césaire, an Insolvent.

The creditors of the above named insolvent are hereby requested to meet at my office, No 96, St. François-Xavier street, in the city of Montreal, on Monday, the seventeenth day of April next, at eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of determining the remuneration of the assignee, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

JOHN FAIR,
 Assignee. 1108 2

Montreal, 30th March, 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, } Dans la Cour pour le
Province de Québec, } district d'Arthabaska,
District d'Arthabaska, } à Arthabaska.

Dans l'affaire de Joseph-Ovilla Beuperland, marchand, de la paroisse Saint-Guillaume, failli.

Le treizième jour du mois de mai prochain, le sousigné demandera à la dite cour, ou Juge siégeant, sa décharge en vertu du dit acte.

J. O. BEAUPERLAND.

Saint-Guillaume, 27 mars 1871. 1063 3

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Treflé Lacroix, marchand et commerçant, de la paroisse de Sainte-Flore, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler au bureau de T. E. Normand, écuyer, syndic, en la cité de Trois-Rivières, rue Craig, mercredi, le vingt-sixième jour du mois d'avril courant, à dix heures A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

T. E. NORMAND,
Syndic provisoire.

Trois-Rivières, 4 avril 1871. 1191 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de dame Françoise Moreault, épouse séparée de biens de Macaire Dénéchaud, marchande publique, autorisée de son dit époux, et Napoléon Dagnault, marchand, de la cité de Trois-Rivières, y faisant ci-devant affaires, en société, sous les nom et raison sociales de Dénéchaud et Dagnault, faillis.

Je, sousigné, James Shortis, marchand, de la cité de Trois-Rivières, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi dans le cours d'un mois.

JAMES SHORTIS,
Syndic.

Trois-Rivières, 31 mars 1871. 1193 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Olivier Poirier, commerçant, de la cité de Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler au bureau de T. E. Normand, écuyer, syndic, en la cité de Trois-Rivières, rue Craig, jeudi, le vingtième jour du mois d'avril prochain, à dix heures A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

T. E. NORMAND,
Syndic provisoire.

Trois-Rivières, 30 mars 1871. 1195 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Edouard Ross, commerçant, de la cité de Trois-Rivières, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler au bureau de T. E. Normand, écuyer, syndic, en la cité de Trois-Rivières, rue Craig, mercredi, le dix-neuvième jour du mois d'avril prochain, à dix heures, A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

T. E. NORMAND,
Syndic provisoire.

Trois-Rivières, 30 mars 1871. 1197 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de C. D. Champigny, de Sherbrooke, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'à mardi, le 25e jour d'avril, après lequel jour les dividendes seront payés.

CHARLES BAILLIE,
Syndic.

Montréal, 6 avril 1871. 1199 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, } In the Court for the district
Province of Quebec, } of Arthabaska, at Arthabaska.
District of Arthabaska, }

In the matter of Joseph Ovilla Beuperland, trader, of the parish of St. Guillaume, an Insolvent.

On the thirteenth day of May next, the undersigned will apply to the said court, or a Judge thereof, for his discharge under the said act.

J. O. BEAUPERLAND.

St. Guillaume, 27th March, 1871. 1064 3

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Treflé Lacroix, merchant and trader, of the parish of Ste. Flore, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate and the creditors are notified to meet at the office of T. E. Normand, esquire, assignee, in the city of Three Rivers, Craig street, on Wednesday, the twenty-sixth day of the month of April instant, at ten o'clock in the forenoon, for the ordering of the affairs of the insolvent and to appoint an assignee.

T. E. NORMAND,
Interim Assignee.

Three Rivers, 4th April, 1871. 1192 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Françoise Moreault, wife separated as to property of Macaire Dénéchaud, merchant, and Napoléon Dagnault, merchant, of the city of Three Rivers, heretofore doing business in said place in partnership, under the name and firm of Dénéchaud and Dagnault, Insolvents.

I, the undersigned, James Shortis, residing in the city of Three Rivers, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

JAMES SHORTIS,
Assignee.

Three Rivers, 31st March, 1871. 1194 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Olivier Poirier, trader, of the city of Three Rivers, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, Craig street, in the city of Three Rivers, on Thursday, the twentieth day of April next, at ten o'clock in the forenoon, to receive a statement of his affairs and to appoint an assignee.

T. E. NORMAND,
Interim Assignee.

Three Rivers, 30th March, 1871. 1196 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Edouard Ross, of the city of Three Rivers, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at my office, Craig street, in the city of Three Rivers, on Wednesday, the nineteenth day of April next, at ten o'clock in the forenoon, to receive a statement of his affairs and to appoint an assignee.

T. E. NORMAND,
Interim Assignee.

Three Rivers, 30th March, 1871. 1198 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of C. D. Champigny, of Sherbrooke, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, open to objection, until Tuesday, the 25th day of April, after which dividend will be paid.

CHARLES BAILLIE,
Assignee.

Montreal, 6th April, 1871. 1200 2

Règles de Cour.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure pour le*
No. 717. } *Bas-Canada.*

Le vingt-quatrième jour de mars mil huit cent soixante-et-onze.

PRÉSENT :—L'Honorable M. le Juge MACKAY.

Canfield Dorwin *et al*,

Demandeurs,

vs.

Johnston Thomson, écuyer, de la cité de Montréal.
Défendeur,

et

Thomas S. Brown *ès-qual.*,
Demandeur par reprise d'instance,

et

Andrew Robertson *et al*,

Tiers-saisis.

et

La Banque Jacques Cartier,

Intervenante.

La Cour ordonne que, par un avis, dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Johnston Thomson, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau, à Montréal, du Protonotaire de cette Cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité de l'article 603 et 604 du Code de Procédure Civile

(De par la Cour.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,

1247

P. C. S.

Rules of Court.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court for Lower*
No. 717. } *Canada.*

The twenty fourth day of March, one thousand eight hundred and seventy-one.

PRESENT :—The Honorable Mr. Justice MACKAY.

Canfield Dorwin *et al*,

Plaintiffs,

vs.

Johnston Thomson, of the city and district of Montreal, esquire,

Defendant,

and

Thomas S. Brown *ès-qual.*,
Plaintiff *par reprise d'instance*,

and

Andrew Robertson *et al*,

Tiers-Saisis,

and

La Banque Jacques Cartier,

Intervening party.

The court doth order that, by a notice in the French and English languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Johnston Thomson, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims he now called upon to file them in this cause in the office in Montreal, of the Prothonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603rd and 604th articles of the Code of Civil Procedure.

(By the Court.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,

1248

P. S. C.

Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Québec. }

Dans l'affaire de Augustin Jérôme Huot, failli.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, ou afin de charger, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après la vente.

1. L'usufruit du quart indivis de la cinquième portion ou part indivise d'un emplacement et d'une maison en pierre dessus érigée, couvrant tout le terrain, sises et situées dans la Basse-Ville de Québec, entre la rue Saint-Pierre et le marché Finlay, bornées en front au nord, à la dite rue Saint-Pierre; et au sud, au dit marché Finlay, d'un côté, à l'ouest aux héritiers Maret, et de l'autre côté, à l'est, à Edouard Lagueux—circonstances et dépendances.

2. L'usufruit du quart indivis d'un cinquième d'un capital de sept mille piastres, étant la balance d'une rente constituée de deux mille louis courant, originairement créée par M. Augustin Amiot, en son vivant de la dite cité de Québec, marchand, et Dame Marie Giles Raby, son épouse, tous deux décédés, en faveur du dit feu François Langlois, par acte passé devant Maître Béanger et son collègue, notaires, à Québec, le vingt-cinquième jour de janvier mil huit cent vingt,

Sales of Real Estate under Insolvent Acts.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }
District of Quebec. }

In the matter of Augustin Jérôme Huot, an Insolvent

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire* or *afin de charger* or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the sale.

1. The usufruct of the undivided fourth of a fifth part or share of an emplacement and stone house thereon erected, covering the whole ground, situate and being in the Lower Town of Quebec, between St. Peter street and the Finlay Market; bounded in front to the north by Peter street aforesaid, and to the south to the Finlay Market aforesaid, on one side to the west by the heirs Maret, and on the other side to the east by Edouard Lagueux—circumstances and dependencies.

2. The usufruct of the undivided fourth of a fifth of a capital of seven thousand dollars, being the balance of a constituted rent of two thousand pounds currency originally created by Mr. Augustin Amiot, in his life time of the said city of Quebec, merchant, and Dame Marie Giles Raby, his wife, both deceased, in favor of the said late François Langlois, by deed passed before Mre. Bélanger and his colleague, notaries, at Quebec, on the twenty-fifth day of January,

et lequel a été enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, dans le registre A, volume 6, page 612, sous le no. 4226, le dit constitut affectant généralement toutes les propriétés présentes et à venir, des dits Amiot et son épouse, et spécialement les immeubles et propriétés immobilières décrites comme suit, à savoir: Un emplacement sis et situé dans la Basse-Ville de Québec, place du marché, contenant trente-trois pieds de front, de dedans en dedans, et trente-six pieds de profondeur, de dehors en dehors, sur lequel une maison en pierre à deux étages, est érigée, ensemble une cave et une voûte sous la dite maison, aussi deux autres voûtes à l'épreuve du feu, lesquelles sont sous le marché, l'extrémité du pignon nord étant mitoyen avec le voisin et les autres extrémités du pignon, n'étant pas mitoyens; la dite maison bornée en front à la dite place du marché; en profondeur au niveau de la rue Saint-Pierre; d'un côté à François Langlois ou ses représentants, et de l'autre côté à M. James Ross, ou ses représentants, et laquelle dite propriété a été acquise par le dit Augustin Amiot, des héritiers Monjon, par acte passé devant J. Bélanger et son collègue, notaires à Québec, le vingt-deuxième jour de janvier mil huit cent-vingt, et la dite rente constituée, est maintenant due et payable par les héritiers et représentants de feu Timothée-Hector Hardy, qui a acquis la propriété hypothéquée comme ôreté pour le paiement de la dite rente constituée, tel qu'il appert par titre-nouvel passé devant Chs. Cinq Mars, notaire public à Québec, le dix-septième jour de décembre mil huit cent cinquante-huit.

Aussi,

Dans l'affaire de Charles Huot, failli.

1. L'usufruit d'un autre quart indivis d'une cinquième portion ou part du dit emplacement comme il est ci-dessus décrit, dans l'affaire de A. J. Huot, comme Item No. 1.

2. L'usufruit d'un quart indivis d'une cinquième portion ou part d'une somme de sept mille piastres, comme en deuxième lieu ci-haut désigné dans l'affaire de A. J. Huot, comme Item No. 2.

Pour être vendus au bureau du soussigné, syndic officiel, No. 17, rue Saint-Pierre, Québec, MARDI, le TRENTIÈME jour de MAI, 1871, à MIDI.

WM. WALKER,
Syndic officiel.

[Première publication, 18 mars 1871.] 929 2

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Bedford. }

Dans l'affaire de William McKerley, cultivateur et tannour, de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, dans le district de Saint-Hyacinthe, tant individuellement que comme un associé de la raison sociale de W. et J. McKerley, tanneurs, faisant affaires comme tels dans le canton de Granby, dans le district de Bedford, failli.

Avis public est par le présent donné que les terres et tenements sous mentionnés appartenant à la succession du dit failli seront vendus au bureau du registraire pour le comté de Shefford, à Waterloo, JEUDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

La moitié indivise d'une étendue de terre sise et située dans le canton de Granby, dans le district de Bedford, formant partie de la moitié ouest du lot numéro dix-sept, dans le sixième rang des lots situés dans le dit canton, contenant dix perches de front sur le chemin public, sur six perches de profondeur; bornée en front au sud, au dit chemin public, au nord, à l'ouest et à l'est, à Frederick Wolley, la ligne ouest passant à une perche de la maison en brique érigée sur les dites prémisses—ensemble une tannerie avec tous ses accessoires, circonstances et dépendances.

Toutes personnes qui ont des réclamations à exercer à ce sujet, que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du

one thousand eight hundred and twenty, and which deed was enregistered at the Registry Office of Québec, in register A, volume 6, page 612, under the No. 4226, the said *constitut* affecting generally all the properties present and future of the said Amiot and wife, and specially the real estate and property described as follows, to wit: an emplacement situate and being in the Lower Town of Québec, market place, containing thirty-three feet in front from inside to inside, *dedans en dedans*, and thirty-six feet in depth from outside to outside *de dehors en dehors*, upon which a two storey stone house is erected—together with a cellar and a vault under the said house, and also two other fire vaults which are under the market, the north gable end being *mitoyen* with the neighbour and the other gable end not being *mitoyen*, said house, bounded in front by the said market place, in depth by the level of St. Peter street, on one side by François Langlois or his representatives, and on the other side by Mr. James Ross or his representatives, and which the said property was acquired by the said Augustin Amiot, from the heirs Monjon, by deed passed before J. Belanger and his colleague, notaries, at Québec, the twenty-second day of January, one thousand eight hundred and twenty, and the said constituted rent is now due and payable by the heirs and representatives of the late Timothée Hector Hardy, who had acquired the property mortgaged as security for the payment of the said constituted rent, *rente constituée* as appears by a deed of recognizance or *titre-nouvel* passed before Chs. Cinq Mars, notary public, at Québec, on the seventeenth day of December, one thousand eight hundred and fifty-eight.

Also,

In the matter of Charles Huot, an Insolvent.

1. The usufruct of another undivided fourth of a fifth part or share of the said emplacement as is firstly above described in the matter of A. J. Huot as item No. 1.

2. The usufruct of another undivided fourth of a fifth part or share of and in the sum of seven thousand dollars, as is secondly above described in the matter of A. J. Huot as item No. 2.

To be sold at the office of the undersigned official assignee; No. 17, St. Peter street, Québec, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY 1871, at NOON.

WM. WALKER,
Official Assignee.

[First published, 18th March, 1871.] 930 2

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }
District of Bedford. }

In the matter of William McKerley, farmer and tanner, residing in the parish of St. Paul of Abbotsford, in the district of St. Hyacinthe, as an individual and as a partner of the firm of W. & J. McKerley, tanners, carrying on business as such, in the Township of Granby, in the district of Bedford, an Insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned lands and tenements, belonging to the estate of the said insolvent, will be sold at the office of the Registrar, for the county of Shefford, at Waterloo, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

The undivided half or moiety of that certain piece of land lying and situate in the Township of Granby, in the district of Bedford, forming part of the west half of lot number seventeen, in the sixth range of lots, in said township, containing ten rods in front, on the public road, by six rods in depth, bounded in front to the south by said public road, and northerly, westerly and easterly, by Frederick Wolley, the westerly boundary or line passing one rod from a brick building, erected on the premises, together with a tannery and all the fixtures therein, with all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

All persons having claims on the same, which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of

Code de Procédure Civile du Bas-Canada sont par le présent réquises de les faire connaître suivant la loi ; et telles réclamations doivent être produites sous six jours immédiatement après le jour de la vente ci-dessus mentionné.

DAVID J. CRAIG,
Syndic officiel.

11, rue de l'Hôpital,
Montréal, 13 février 1871. 587 3
[Première publication, 18 février 1871.]

Ventes par le Shérif.—Arthabaska.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, sont par le présent réquises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } **L'**HONORABLE GEORGE
No. 4247. } **IRVINE**, Demandeur ;
contre MICHAEL McGRATH, Défendeur :

La moitié nord-ouest du lot numéro un dans le quatrième rang du canton de Leeds, contenant cent acres en superficie—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHARLES J. POWELL,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, le 1er avril 1871. 1217
[Première publication, 15 avril 1871.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir : } **D**A^ME MARIE-LOUISE
No. 844. } **LEVASSEUR**, *et vir*,
Demandeurs ; contre HERCULE MARCHAND, Défendeur, et le dit HERCULE MARCHAND, Demandeur en garantie ; contre BENJAMIN MARCHAND, Défendeur en garantie.

Comme appartenant à Benjamin Marchand :

Une terre formant partie du lot numéro vingt-deux du douzième rang du canton de Blandford, contenant environ six acres de front sur la profondeur du dit lot ; bornée d'un côté au sud-ouest à Pierre Prince, et de l'autre côté au nord-est à Dominique Lemay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska, à Arthabaskaville, le DIX-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le vingt-huitième jour d'août prochain.

CHARLES J. POWELL,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, 1er avril 1871. 1219
[Première publication, 15 avril 1871.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **W**ILLIAM H. WEBB, de-
No. 1037. } mandeur, contre HEN-
RY F. WOODBURN, défendeur, et Elzéar Piuze, curateur au délaissement en cette cause.

1. Le lot numéro un, dans le neuvième rang du

Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, and such claims must be filed within six days next after the day of sale hereinabove mentioned.

DAVID J. CRAIG,
Official Assignee.

11, Hospital street,
Montreal, 13th February, 1871. 588 3
[First published, 18th February, 1871.]

Sheriff's Sales.—Arthabaska.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to clude in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale, oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Québec.

Arthabaska, to wit : } **T**HE HONORABLE GEORGE
No. 4247. } **IRVINE**, Plaintiff ; against
MICHAEL McGRATH, Defendant.

The north west half of lot number one in the fourth range of the township of Leeds, containing a hundred acres in extent—with buildings thereon erected.

To be sold, at the registry office of the county of Inverness, at Mégantic, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the first day of September next.

CHARLES J. POWELL,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 1st April, 1871. 1218
[First published, 15th April, 1871.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Arthabaska, to wit : } **D**A^ME MARIE LOUISE
No. 844. } **LEVASSEUR**, *et vir*,
Plaintiffs ; against HERCULE MARCHAND, Defendant, and the said HERCULE MARCHAND, Plaintiff in warranty ; against BENJAMIN MARCHAND, Defendant in warranty.

As belonging to Benjamin Marchand :

A farm forming part of lot number twenty-two of the twelfth range of the township of Blandford, containing about six acres in front by the depth of the said lot ; bounded on one side to the south-west by Pierre Prince, and on the other side to the north-east by Dominique Lemay—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold, at the registry office for the county of Arthabaska, at Arthabaskaville, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said Writ returnable the twenty-eighth day of August next.

CHARLES J. POWELL,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 1st April, 1871. 1220
[First published, 15th April, 1871.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **W**ILLIAM H. WEBB,
No. 1037. } Plaintiff, against HEN-
RY F. WOODBURN, Defendant, and Elzéar Piuze, Curator to the surrender in this cause.

1. Lot number one, in the ninth range of the town-

canton de Durham, contenant deux cents acres, plus ou moins, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

2. Le lot numéro quinze, dans le douzième rang du canton de Durham, contenant deux cents acres, plus ou moins, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

CHARLES J. POWELL,
Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, le 29 mars 1871. 1065
[Première publication, 15 avril 1871.]

ship of Durham, containing two hundred acres, more or less, with the usual allowance for high-roads.

2. Lot number fifteen, in the twelfth range of the township of Durham, containing two hundred acres, more or less, with the usual allowance for high-roads.

To be sold, at the registry office of the county of Drummond, at Drummondville, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the thirtieth day of August next.

CHARLES J. POWELL,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 29th March, 1871. 1066
[First published, 15th April, 1871.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente: les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Beauharnois, à savoir: } **JOHN HENDERSON**, De-
No. 581. } mandeur; contre **MAR-**
GARET MUNRO, veuve de feu Murdock McCarley,
et autre, Défendeurs

Le lot de terre désigné comme lot numéro trois, dans la concession nord-ouest de Beach Ridge, dans Williamstown, dans la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, étant le No. 2115 du cadastre de la seigneurie de Beauharnois, contenant cinq arpents de large sur une profondeur de seize arpents et quatre perches dans la ligne nord-est, et dix-huit arpents et une perche dans la ligne sud-ouest, formant quatre-vingt-six arpents et vingt-cinq perches en superficie; borné en front par le chemin conduisant de Saint-Constant à Norton Creek, en profondeur par la première concession de Williamstown, du côté nord-est par le lot numéro deux, la propriété de la veuve James Struthers, et du côté sud-ouest par le lot numéro quatre, la propriété d'un nommé Marcellé—avec deux petites maisons de bois dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, le **Premier** jour de **Mai** prochain à **DIX** heures du matin, à la folle enchère et aux frais et charges de Elizabeth McCarley, le premier adjudicataire d'icelui. Le dit bref rapportable le dixième jour de mai prochain.

L. HAINAULT,
Shérif.

Beauharnois, 8 avril 1871. 1213
[Première publication, 15 avril 1871.]

Vente par le Coronaire.—Gaspé.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, sont par le présent re-

Sheriff's Sales—Beauharnois.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Beauharnois, to wit: } **JOHN HENDERSON**, Plain-
No. 581. } tiff; against **MARGARET**
MUNRO, widow of the late Murdock McCarley, and
other, Defendants:

The lot of land designated as lot number three in the north-west concession of the Beach Ridge, in Williamstown, in the parish of St. Jean Chrysostôme, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, the same being lot No. 2115, of the cadastre of the seignory of Beauharnois, containing five arpents in width by a length of sixteen arpents and four perches in the north-easterly line, and eighteen arpents and one perch in the south-westerly line, forming eighty-six arpents and twenty-five perches in superficies; bounded in front by a road leading from St. Constant to Norton Creek, in rear by the first concession of Williamstown, on the north-east side by lot number two, the property of widow James Struthers, and on the south-west side by lot number four, the property of one Marcellé—with two small wooden houses thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St. Jean Chrysostôme, on the **FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the morning, à la *folle enchère*, risks and charges of Elizabeth McCarley, the former adjudicataire thereof. The said Writ returnable of the tenth day of May next.

L. HAINAULT,
Sheriff.

Beauharnois, 8th April, 1871. 1214
[First published, 15th April, 1871.]

Coroner's Sale.—Gaspé.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All

quises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

PLURIES FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Comté de Bonaventure.

Bonaventure, savoir : } MARTIN SHEPPARD, No. 197. } écuyer, shérif du comté de Bonaventure, résidant à New-Carlisle, dans le dit comté, Demandeur ; contre JOHN URQUHART CAMPBELL, de Dalhousie, dans la province du Nouveau-Brunswick, marchand, Défendeur.

1. Un certain terrain situé dans la seigneurie de Shoolbred, dans le dit comté de Bonaventure, et au lieu appelé « Magouacha, » Division James E. Stewart, Charles D. Stewart et Dlle Mary-Sophia Stewart, désigné d'après le *Cadastre* de la dite seigneurie comme lot No. 112, de la contenance de trois arpents de front, sur environ 30 arpents de profondeur, borné à l'est par la Baie-des-Chaleurs, à l'ouest par une autre partie de la dite seigneurie connue comme « Division Anabella Stewart, » ou John Meagher, écuyer, du côté nord par lot No. 112, maintenant occupé par Charles Lloyd, représentant Patrick Green, et au sud par lot No. 113 ou les représentants de feu Edouard Power—circonstances et dépendances.

2. Toute cette partie du lot No. 115, situé au même lieu, de trois arpents de front, sur environ 15 arpents de profondeur, bornée à l'est en front, par le chemin public de Magouacha, en arrière par John Meagher, écuyer, du côté nord partie par lot No. 114, appartenant à Charles D. Stewart, et de l'autre côté au sud par la rivière Ristigouche, ou cette partie d'icelle connue comme *Grant's Creek*.

3. Lot No. 5, situé dans la dite seigneurie de Shoolbred, Division de Dame Anabella Stewart, épouse du dit John U. Campbell, Défendeur, d'un arpent et demi de front, sur toute la profondeur de la dite seigneurie, borné en front par la rivière Ristigouche, en arrière par les terres du township de Nouvelle, ou la ligne de profondeur de la dite seigneurie, à l'est par John Johnston, et à l'ouest par le dit John Meagher représentant Archibald Kerr—circonstances et dépendances.

4. Lot No. 8, situé dans la seigneurie et division susdites, de 5 arpents et cinq perches de front, sur toute la profondeur de la dite seigneurie, borné en front par la dite rivière Ristigouche, en arrière par le dit township de Nouvelle, à l'ouest par les héritiers ou représentants feu Michaël Connors, et de l'autre côté à l'est par Alexander Campbell—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5. Lots Nos. 12 et 13, situés dans la sus-dite division Anabella Stewart, ou toute cette étendue de terre renfermée dans les bornes suivantes, savoir : en front par la rivière Ristigouche, en arrière par le township de Nouvelle, ou la ligne de profondeur de la dite seigneurie, à l'ouest par la veuve et héritiers de feu James Butler, et à l'est par George Kerr—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites.

6. Un arpent de terre de front, sur la profondeur de la dite seigneurie, situé au même lieu, borné en front par la rivière Ristigouche, en arrière par la ligne de profondeur de la dite seigneurie, à l'est par Fidèle Savoie, et à l'ouest par William Cassy, représentant John Cassy, son père.

7. Lot No. 10, situé dans la dite seigneurie de Shoolbred, Division de Dlle Mary-Sophia Stewart, de la contenance de deux arpents et demi de front, sur toute la profondeur de la dite seigneurie, borné en front par la rivière Ristigouche, en arrière par la ligne de profondeur de la dite seigneurie, à l'ouest par Allen Fraser, et à l'est par John Peck, représentant Thomas Peck—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à New-Carlisle, au bureau d'enregistrement du dit comté de Bonaventure, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochains, à onze heures de

oppositions afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of *l'enditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

PLURIES FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—County of Bonaventure.

Bonaventure, to wit : } MARTIN SHEPPARD, es- No. 197. } quire, sheriff, in and for the county of Bonaventure, in the district of Gaspe, residing at New Carlisle, in the said county, Plaintiff ; against JOHN URQUHART CAMPBELL, of Dalhousie, in the Province of New Brunswick, merchant, Defendant, to wit :

1. A certain lot of land situate in the seignory of Shoolbred, in the county of Bonaventure aforesaid, and at the place called Magouacha, division known as belonging to James E. Stewart, Charles D. Stewart and Miss Mary Sophia Stewart, described on the *cadastre* of the aforesaid seignory as being number 112, containing three arpents in front by about 30 arpents in depth ; bounded on the east by the Baie des Chaleurs, on the west by another portion of the aforesaid seignory, known as belonging to Mrs. Anabella Stewart or John Meagher, esquire, on the north by lot No. 112 now occupied by Charles Lloyd, representing Patrick Green, on the south by lot No. 113 or the representatives of the late Edward Power—appurtenances and dependencies.

2. All that part of lot number 115, situate and being at the same place, of three arpents in front by about 15 arpents in depth, bounded in front to the east by the Magouacha main road, in rear by John Meagher, esquire, on the north side partly by lot No. 114 belonging to Charles D. Stewart, esquire, and on the other side to the south by the river Ristigouche, or the part thereof known as "Grant's Creek."

3. Lot number 5, situate in the seignory of Shoolbred aforesaid, division belonging to Mrs. Anabella Stewart, wife of John U. Campbell, defendant, containing one arpent and a half in front by the whole depth of the said seignory ; bounded in front by the river Ristigouche, in rear by the lands of the township of Nouvelle, or rear line of the said seignory, on the east by John Johnston and on the west by the aforesaid John Meagher, representing Archibald Kerr—appurtenances and dependencies.

4. Lot No. 8, situate in the said seignory, division aforesaid, containing five arpents and five perches in front by the whole depth of the said seignory ; bounded in front by river Ristigouche aforesaid, in rear by the township of Nouvelle aforesaid, on the west by the heirs or representatives of the late Michael Connors, and on the other side to the east by Alexander Campbell—together with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

5. Lots Nos. 12 and 13, situate in the division belonging to the said Anabella Stewart, or all the extent of land contained within the following limits, to wit : in front by the river Ristigouche, in rear by the township of Nouvelle, or the rear line of the said seignory, on the west by the widow and heirs of the late James Butler, and on the east by George Kerr—together with all the buildings thereon erected.

6. An arpent of land in front by the depth of the said seignory, situate at the same place ; bounded in front by river Ristigouche, in rear by the rear line of the said seignory, on the east by Fidèle Savoie, and on the west by William Cassy, representing John Cassy, his father.

7. Lot No. 10, situate in the seignory of Shoolbred aforesaid, division "Mary Sophia Stewart," containing two arpents and a half in front by the whole depth of the said seignory, bounded in front by the river Ristigouche, in rear by the rear line of the said seignory, to the west by Allen Fraser, and on the east by John Peck, representing Thomas Peck—with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at New Carlisle, in the Registry Office of the said county of Bonaventure, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the

l'avant-midi. Le dit bref rapportable dans la Cour Supérieure, à New-Carlisle, le premier jour de septembre prochain.

(La vente des dits lots de terre a été, par erreur, publiée dans la Gazette Officielle de Québec du 24^e jour du mois de mars dernier, devant avoir lieu le 20^e jour de juillet prochain, dans la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le comté de Bonaventure, mais la dite vente n'aura pas là et alors lieu.—Et en vertu d'un *alias Pluries Fieri Facias de Terris*, la présente publication est faite et la vente des dits lots de terre se fera aux temps et lieux ci-dessus en premier lieu mentionnés.)

J. G. LEBEL,
Coronaire.

Bureau du Coronaire,
New-Carlisle, 1er avril 1871. 955
[Première publication, 15 avril 1871.]

Vente par le Shérif.—Gaspé.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions *afin de conserver* peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Bonaventure, à savoir: } **ROBERT WILLIAM**
No. 607. A. D. 1871. } **BARCLAY** et autre.
tous deux de la cité de Londres, en Angleterre, écuyers;
contre **JOHN R. HAMILTON**, fils, écuyer, de New
Carlisle, dans le district de Gaspé, marchand, en sa
qualité de curateur dûment nommé pour administrer
les biens et pour liquider les affaires de la compagnie
dite "The Gaspé Fishery and Coal Mining Company,"
ci-devant corps politique dûment incorporé, la dite
compagnie déclarée, par le jugement de la dite cour,
dissoute et privée de tous ses droits, privilèges et franchises,
Défendeur, à savoir:

Les terres et tenements ci-dessous maintenant ou
ci-devant en la possession de la dite compagnie et entre
les mains du curateur susdit.

Dans le Canton d'Hamilton.

2^e rang.—La moitié est du lot No. 3, contenant 100
acres; No. 4, 202 acres; No. 5, 211 acres. La moitié
ouest du lot No. 6, contenant 103½ acres. La moitié
est du No. 9, contenant 108 acres; Nos. 10 et 12, 224
acres chaque; No. 11, 221 acres; No. 13, 225 acres.
La moitié ouest du No. 14, 127½ acres; No. 25, 219
acres, étant sept lots et 4 demi lots, ou 1,925 acres en
tout.

3^e rang.—Les lots Nos. 1, 5, 10, 15 et 20, contenant
chacun 199 acres. Les lots Nos. 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11,
12, 13, 14, 17, 18, 19 et 21, contenant chacun 193 acres.
Les moitiés ouest des lots Nos. 16, 22, 28, chacun con-
tenant 96½ acres. Le ½ est, partie du lot 16, contenant
48½ acres, et ont 20 lots, 3 demi-lots et ¼ de lot, con-
tenant 4,212½ acres.

4^e rang.—Les lots 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19,
21, 22, 23, 24, 26, 27, 28 et 29, contenant chacun 193
acres; les lots 10, 15, 20, 25, 30, contenant chacun 199
acres; le lot 31, contenant 190 acres, étant 24 lots,
contenant 4,659 acres.

5^e rang.—Les lots 11, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 24, 26,
27, 28, contenant chacun 193 acres; les lots 10, 15, 25,
contenant chacun 199 acres; 29, contenant 165 acres,
et 30, 80 acres, étant 17 lots, contenant 2,965 acres.

6^e rang.—Les lots 8, 9, 11, 12, 13, 19, 21, 22, 23, 24,
26, contenant chacun 193 acres; les lots 10, 20, 25,

forenoon. The said Writ returnable in the Superior
Court at New Carlisle, on the first day of September
next.

(The sale of the said lots of land has been erroneously
advertised in the Weekly Quebec Official Gazette of the
24th day of March last, to take place on the 20th
day of July next, at the parish of St. John l'Évangé-
liste, in the county of Bonaventure, and will not ac-
cordingly then and there take place.—And by virtue
of an *alias Pluries Fieri Facias de Terris*, this present
advertisement is now made and the sale of the said
lots of land will be made at the time and place first
above mentioned.)

J. G. LEBEL,
Coroner.

Coroner's Office,
New Carlisle, 1st April, 1871. 956
[First published, 15th April, 1871.]

Sheriff's Sale.—Gaspé.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-
mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been
seized and will be sold at the respective times and
places mentioned below. All persons having claims
on the same which the Registrar is not bound to
include in his certificate under article 700 of the Code
of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby re-
quired to make them known according to law. All op-
positions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de
charge*, or other oppositions to the sale, except in
cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed
with the undersigned, at his office, previous to the
fifteen days next preceding the day of sale; oppositions
afin de conserver, may be filed at any time within six
days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Quebec.

Bonaventure, to wit: } **ROBERT WILLIAM BAR-**
No. 607. A. D. 1871. } **CLAY** and another, both
of the city of London, in England, esquires; against
JOHN R. HAMILTON, junior, esquire, of New
Carlisle, in the district of Gaspé, merchant, in his
quality of curator duly appointed to administer the
property and liquidate the affairs of the Gaspé Fishery
and Coal Mining Company, heretofore a body corpo-
rate and politic duly incorporated, declared by the
judgment of this said Court dissolved and deprived of
all its rights, privileges and franchises, Defendant,
to wit:

The following lands and tenements now or late in
the occupation of the said Company and now in the
hands of the curator thereof.

In the Township of Hamilton.

2nd range.—The east half of lot No. 3, containing
100 acres; No. 4, 202 acres; No. 5, 211 acres. The
west half of lot No. 6, containing 103½ acres. The
east half of lot No. 9, containing 108 acres. Nos. 10
and 12, 224 acres each; No. 11, 221 acres; No. 13,
225 acres. The west half of No. 14, 127½ acres; No.
25, 219 acres, being seven lots and 4 half lots or
1,925 acres in all.

3rd range.—Lots Nos. 1, 5, 10, 15 and 20, each
containing 199 acres. Lots Nos. 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11,
12, 13, 14, 17, 18, 19 and 21, each containing 193
acres. The west halves of lots Nos. 16, 22, 28, each
containing 96½ acres. East ½ part of lot 16, contain-
ing 48½ acres, being 20 lots, 3 half lots and ¼ lot;
containing 4,212½ acres.

4th range.—Lots 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19,
21, 22, 23, 24, 26, 27, 28 and 29, containing each 193
acres; lots 10, 15, 20, 25, 30, containing each 199
acres; lot 31, containing 190 acres, being 24 lots,
containing 4,659 acres.

5th range.—Lots 11, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 24, 26,
27, 28, containing each 193 acres; lots 10, 15, 25,
containing each 199 acres; 29, containing 165 acres,
and 30, 80 acres, being 17 lots, containing 2,965 acres.

6th range.—Lots 8, 9, 11, 12, 13, 19, 21, 22, 23, 24,
26, each containing 193 acres; 10, 20, 25, each 199

chacun 199 acres ; No. 27, contenant 157 acres ; 28, contenant 31 acres, étant 16 lots, contenant 2,908 acres.

7e rang.—Les rangs 6, 7, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 21, 22, chacun 193 acres ; 10 et 20, chacun 199 acres ; le lot 23, 181 acres ; 24, 188 acres ; 25, 162 acres ; 26, 95 acres, étant 16 lots, contenant 2,954 acres.

8e rang.—Les lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 21, 22, chacun 199 acres ; les lots 10, 20, 24, chacun 199 acres ; No. 23, 200 acres, étant 15 lots, contenant 2,920 acres.

9e rang.—Les lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, chacun 193 acres ; les lots 10, 15, 20, 21, 22, 23, 24, chacun 199 acres, étant 19 lots, contenant 3,709 acres.

10e rang.—Les lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, chacun 193 acres ; les lots 10, 15, 20, 24, chacun 199 acres, étant 19 lots, contenant 3,691 acres.

11e rang.—Les lots 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, chacun 193 acres ; 20, 24, chacun 199 acres, étant 9 lots ou 1,749 acres.

Canton de Cox—Ouest de la ligne Paspebiac.

1er rang.—Le lot 1, contenant 101 acres ; 2, 8, 9, 13, 22, 23, 24, 27, 28, contenant chacun 96 acres ; 10, 11, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres ; la moitié ouest de 14, contenant 32½ acres ; 15, contenant 58 ; 16, contenant 71 acres, étant 18 lots et un demi lot ou 1,714½ acres.

2e rang.—Le lot 1, contenant 101 acres ; 2, 3, 4, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 27, 28, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres ; 7, contenant 81 acres, étant 28 lots ou 2,698 acres.

3e rang.—Le lot 1, contenant 186 acres ; 2, contenant 175 acres ; 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, chacun 98 acres, étant 24 lots, contenant 2,489 acres.

4e rang.—Le lot 3, contenant 92 acres ; les lots 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, étant 23 lots, contenant 2,222 acres.

5e rang.—Le lot 3, contenant 78 acres ; 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, contenant 2,208 acres, étant 23 lots.

6e rang.—Le lot 1, contenant 69 acres ; 2, 60 acres ; 3, 94 acres ; les lots 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, étant 25 lots, contenant 2,353 acres.

7e rang.—Le lot 1, contenant 116 acres ; les lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, étant 25 lots ou 2,353 acres.

8e rang.—Le lot 1, contenant 116 acres ; les lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, étant 25 lots ou 2,438 acres.

9e rang.—Le lot 1, contenant 116 acres ; les lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres, étant 26 lots ou 2,536 acres.

10e rang.—Les lots 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres, étant 19 lots ou 1,840 acres.

11e rang.—Mêmes numéros, mêmes étendues que le 10e rang ci-haut, étant aussi 19 lots ou 1,840 acres.

12e rang.—Mêmes numéros, mêmes étendues que le 11e rang ci-haut en dernier lieu mentionné, et le lot No. 33, étant 20 lots ou 1,994 acres.

13e rang.—Mêmes numéros, mêmes étendues que le précédent 12e rang, étant aussi 20 lots ou 1,994 acres. Mêmes numéros, mêmes étendues que le précédent 12e rang, étant aussi 20 lots ou 1,994 acres.

Aussi le lot No. 28, dans le 1er rang et le lot No. 33 dans le 2e rang des lots de ville, à New-Carlisle, dans le dit canton de Cox, le dit lot No. 28 borné au nord au dit lot No. 33, au sud à cette étendue de terre connue comme la « Commune, » à l'est au lot No. 27, et à l'ouest au No. 29 dans le 1er rang, et le dit No. 33 borné au nord à l'allocation faite pour la rue ; au sud au No. 28 sus-décrié, à l'est au lot No. 34, et à l'ouest au No. 32, tous deux dans le dit 2e rang, les dits lots 28 et 33 contenant chacun un acre en superficie.

acres ; No. 27, containing 157 acres ; 28, containing 31 acres, being 16 lots, containing 2,908 acres.

7th range.—Lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 21, 22, each 193 acres ; 10 and 20, each 199 acres ; lot 23, 181 acres ; 24, 188 acres ; 25, 162 acres ; 26, 95 acres, being 16 lots, containing 2,954 acres.

8th range.—Lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 21, 22, each 199 acres ; 10, 20, 24, each 199 acres ; No. 23, 200 acres, being 15 lots, containing 2,920 acres.

9th range.—Lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, each 193 acres ; 10, 15, 20, 21, 22, 23, 24, each 199 acres, being 19 lots, containing 3,709 acres.

10th range.—Lots 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, each 193 acres ; 10, 15, 20, 24, each 199 acres, being 19 lots, containing 3,691 acres.

11th range.—Lots 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, each 193 acres ; 20, 24, each 199 acres, being 9 lots or 1,749 acres.

Township of Cox—West of Paspebiac line.

1st range.—Lot 1, containing 101 acres ; 2, 8, 9, 13, 22, 23, 24, 27, 28, containing each 96 acres ; 10, 11, 20, 21, 25, 26, each 98 acres, west half of 14, containing 32½ acres ; 15, containing 58 ; 16, containing 71 acres, being 18 lots and one half lot or 1,714½ acres.

2nd range.—Lot 1, containing 101 acres ; 2, 3, 4, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 27, 28, each 96 acres ; 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, each 98 acres ; 7, containing 81 acres, being 28 lots or 2,698 acres.

3rd range.—Lot 1, containing 186 acres ; 2, containing 175 acres ; 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 23, 24, each containing 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, chacun 98 acres, being 24 lots, contenant 2,489 acres.

4th range.—Lot 3, contenant 92 acres ; les lots 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, being 23 lots, contenant 2,222 acres.

5th range.—Lot 3, contenant 78 acres ; 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, contenant 2,208 acres, being 23 lots.

6th range.—Lot 1, contenant 69 acres ; 2, 60 acres ; 3, 94 acres ; les lots 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, being 25 lots, contenant 2,353 acres.

7th range.—Lot 1, contenant 116 acres ; les lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, being 25 lots ou 2,353 acres.

8th range.—Lot containing 116 acres, lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; 5, 6, 10, 15, 16, 20, 21, 25, chacun 98 acres, being 25 lots or 2,438 acres.

9th range.—Lot 1, contenant 116 acres ; les lots 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 5, 6, 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres, being 26 lots or 2,536 acres.

10th range.—Lots 8, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 24, chacun 96 acres ; les lots 10, 11, 15, 16, 20, 21, 25, 26, chacun 98 acres, being 19 lots or 1,840 acres.

11th range.—Same Nos. and contents as the preceding range 10th range, being also 19 lots or 1,840 acres.

12th range.—Same Nos. and contents as the last preceding 11th range and lot No. 33, being 20 lots or 1,994 acres.

13th range.—Same Nos. and contents as the preceding 12th range, being also 20 lots or 1,994 acres. Same Nos. and contents as the last preceding 12th range, being also 20 lots or 1,994 acres.

Also lot No. 28, in the 1st range and lot No. 33, in the 2nd range of town lots in New-Carlisle, in the said township of Cox, said lot No. 28 bounded to the north by the said lot No. 33, on the south by that tract known as the « Common, » to the east by lot No. 27, and to the west by No. 29, in the 1st range, and the said No. 33 bounded on the north by the street allowance, to the south by the above described No. 28, on the east by lot No. 34, and to the west by No. 32, both in the said 2nd range, the said lots 28 and 33 containing each one acre in superficies.

Canton de Port Daniel.

6e rang.—Lots Nos. 14, 15, 16, 17, 18, 19.
 7e rang. " " 13, 16, 17, 18, 19, 20.
 8e rang. " " 13, 14, 15, 16, 17.
 9e rang. " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
 10e rang. " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
 11e rang. " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

tous les lots sus-mentionnés (38 lots) contenant environ 200 acres chacun, et tous ensemble, 3790 acres—avec toutes les bâtisses dessus érigées, améliorations, augmentations faites sur iceux.

Pour être vendus dans le bureau du registraire du dit comté de Bonaventure, à New-Carlisle susdit, le VINGT-UNIÈME jour et les jours suivants du MOIS d'AOUT prochain, jusqu'à la vente finale des dits lots, à ONZE heures de l'avant-midi de chaque jour. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

M. SHEPPARD,

Sheriff.

[Première publication, 15 avril 1871.] 1249

Township of Port Daniel.

6th range —Lots Nos. 14, 15, 16, 17, 18, 19.
 7th " " " 15, 16, 17, 18, 19, 20.
 8th " " " 13, 14, 15, 16, 17.
 9th " " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
 10th " " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
 11th " " " 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, all

the above mentioned (38 lots) lots containing about 200 acres each; and altogether 3,790 acres—with all buildings, improvements and ameliorations thereon erected and being.

To be sold, in the Registry office of the said county of Bonaventure, at New-Carlisle aforesaid, on the TWENTY-FIRST day and following days of the month of AUGUST next, until the aforesaid lots be sold, at the hour of ELEVEN in the forenoon of each day. The said writ returnable on the first day of September next.

M. SHEPPARD,

Sheriff.

[First published, 15th April, 1871. 1250

Ventes par le Shérif.—Joliette.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGE**s sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels qu'é mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—Comté de l'Assomption.

Ville de Joliette, } **ALEXANDRE ARCHAM-**
 No. 1436. } **BAULT**, écuyer, du vil-
 lage de l'Assomption, dans le district de Joliette, et
WILFRED PRÉVOST, écuyer, de Ste. Scholastique,
 dans le district de Terrebonne, tous deux avocats, et
 pratiquant comme tels dans le district de Joliette, en
 société, sous les noms sociaux de " Archambault et
 Prevost," Demandeur: contre **CHARLES ERNEST**
D'ODET D'ORSONNENS, gentilhomme et cultivateur,
 de la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette,
 Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Sulpice, dans le district de Joliette, contenant un arpent et demi et un tiers de front jusqu'à la profondeur de vingt arpents, et au bout de cette profondeur elle a deux arpents de front, jusqu'au bout encore de vingt arpents de profondeur, ensuite elle n'a qu'un arpent et demi et un tiers de front, sur encore vingt arpents de profondeur, de manière que la dite terre a en tout soixante arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et telle que la dite terre se trouve renfermée et enclose dans les limites ci-après mentionnées: tenant en front au fleuve Saint-Laurent, en profondeur aux terres du Point-du-Jour, d'un côté aux sieurs Pierre Laviolette, François Léon Han dit Chaussé et Emile Pelletier, et de l'autre côté à Charles Robitaille et Pierre Michel Han dit Chaussé, ou leurs représentants—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sulpice, dit district de Joliette, MÉRÉDIE, le SEIZE AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le premier Septembre prochain.

B. H. LEPROHON,

Sheriff.

Bureau du Shérif,
 Daté à Joliette, le 6 avril 1871. 1245
 [Première publication, 15 avril 1871.]

Sheriff's Sales.—Joliette.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire* or *afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Circuit Court, County of L'Assomption, district of Joliette.

Town of Joliette, } **ALEXANDRE ARCHAM-**
 No. 1436. } **BAULT**, esquire, of the vil-
 lage of L'Assomption, in the district of Joliette, and
WILFRED PRÉVOST, esquire, of the parish of Ste. Scholastique, both advocates, and practising as such in the district of Joliette, in partnership under the firm of Archambault & Prevost, Plaintiffs; against **CHARLES ERNEST D'ODET D'ORSONNENS**, gentleman and yeoman, of the parish of St. Sulpice, district of Joliette, Defendant.

A land lying and situate in the parish of St. Sulpice, said district of Joliette, containing one arpent and a half and one third in front to the depth of twenty arpents and there take two arpents front by again twenty arpents in depth, where after take one arpent and a half and one third front to the depth of twenty arpents, the said land having a length of sixty arpents in depth, more or less, without any guaranty, and as the said land is now bounded within the limits hereinafter described: in front to the river St. Lawrence, in rear to the land of the Point du Jour, on one side to Pierre Laviolette, François Léon Han dit Chaussé, and Emile Pelletier or representatives, and on the other side to Charles Robitaille and Pierre Michel Han dit Chaussé or representatives—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St. Sulpice, said district of Joliette, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

B. H. LEPROHON,

Sheriff.

Sheriff's Office,
 Joliette, 6th April, 1871. 1246
 [First published, 15th April, 1871.]

Ventes par le Shérif.—Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Bégistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**ERMENEGILDE DUCHES-
No. 547. } NEAU, Demandeur; contre
THEODORE SAUCIER *et al.*, Défendeurs, comme
appartenant à Léon Larue, un des Défendeurs:

La jouissance et usufruit, la vie durant du dit Léon Larue, d'un lot de terre situé sur la rue Saint-Constant, dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, de la contenance d'environ quarante peds de front, sur cent vingt peds de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front par la dite rue Saint-Constant, d'un côté par les représentants Jetté, et de l'autre côté par les représentants Pierre Larue, et en arrière par Jean Benoit—with a maison en briques à deux côtés et une petite maison en bois en arrière du dit terrain et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de septembre prochain.

T. BOUTHILLIER,

Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 avril 1871.

1221

[Première publication, 15 avril 1871.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J**OSEPH CYR *et al.*, Deman-
No. 3338. } deurs; contre GILBERT
CHOLETTE, Défendeur:

Un lot de terre sis et situé dans le comté de Vaudreuil, dans la seigneurie de Rigaud, dans la paroisse de Sainte-Marthe, au côté nord de la concession Sainte-Julie, connu et désigné sous le lot numéro six, de la contenance de trois arpents de front, sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; tenant devant au chemin de front de la dite concession Sainte-Julie, derrière aux terres de la concession Sainte-Marie, joignant du côté est au lot de terre numéro cinq, la propriété de Joseph Goulet, fils, et du côté ouest à celui numéro sept, la propriété de Joachim Lalande—with a vieille maison et une vieille écurie dessus érigée.

A distraire de ce lot de terre sur le chemin de front dans la ligne est un certain emplacement appartenant à Guillaume *alias* William Beriault, de la contenance d'un arpent et demi de terre en superficie.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

T. BOUTHILLIER,

Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 avril 1871.

1223

[Première publication, 15 avril 1871.]

Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**ERMENEGILDE DUCHES-
No. 547. } NEAU, Plaintiff; against
THEODORE SAUCIER *et al.*, Defendants, as belong-
ing to Léon Larue, one of the Defendants:

The enjoyment and usufruct, during the lifetime of the said Léon Larue, of a lot of land situate and being on St. Constant street, in St. Lewis ward, in the city of Montreal, containing about forty feet in front by a hundred and twenty feet in depth, the whole more or less, bounded in front by St. Constant street aforesaid, on one side, by the representatives Jetté, and on the other side, by the representatives of Pierre Larue, and in rear, by Jean Benoit—with a dwelling house with its two sides built of brick and a small wooden house in rear of the said lot, and other buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of September next.

T. BOUTHILLIER,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 11th April, 1871.

1222.

[First published, 15th April, 1871.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J**OSEPH CYR *et al.*, Plaintiffs;
No. 3338. } against GILBERT CHO-
LETTE, Defendant.

A lot of land situate and being in the county of Vaudreuil, in the seigniorie of Rigaud, in the parish of Ste. Marthe, on the north side of the Ste. Julie concession, known and described as being lot number six, containing three arpents in front by twenty arpents in depth, more or less, without warranty as to precise contents, bounded in front by the front road of the above Ste. Julie concession, in rear by the Ste. Marie concession, on the east by lot number five, the property of Joseph Goulet, junior, and on the west side by lot number seven, the property of Joachim Lalande—with an old house and an old stable thereon erected.

Reserving from this said lot of land on the front road in an eastern alignment, a certain emplacement belonging to Guillaume *alias* William Beriault, containing an arpent and a half of land in extent.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Ste. Marthe, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said Writ returnable the first day of September next.

T. BOUTHILLIER,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 11th April, 1871.

1224

[First published, 15th April, 1871.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Du district de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH CHARLES LA-
No. 1734. } COSTE, écuyer, Demandeur;
contre JOSEPHTE MATHILDE GUILBAULT, Dé-
fenderesse.

Les dits terres et tenements mentionnés et décrits en la cédule annexée au dit bref marque A, comme suit, savoir:

Un terrain ou lopin de terre situé en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, faisant partie du terrain connu sous le nom de "Jardin Zoologique de Guilbault" borné en front par la rue Saint-Laurent, d'un côté, au nord, par la succession Cuvillier, de l'autre côté, au sud, par la rue Guilbault (laquelle dite rue parcourt le dit terrain sur toute la profondeur, et est à l'usage des propriétaires du dit terrain) en arrière partie par la rue Saint-Urbain, et partie par la succession Cuvillier—lequel dit terrain ou lopin de terre est divisé en cinquante lots, et qui est appert au plan figuratif, annexé au procès-verbal de saisie en cette cause fait par T. J. V. Regnaud, arpenteur provincial, le 20 juillet 1869, savoir:

Cinq lots sur la rue Saint-Laurent, connu sur le dit plan comme étant les numéros 8, 9, 10, 11 et douze, bornés en profondeur par un passage mitoyen de seize pieds, pour l'usage des dits lots et des autres lots y aboutissant; contenant chacun vingt-six pieds de largeur sur soixante-et-quatorze pieds de profondeur, à partir du no. 12, et allant en s'élargissant vers le nord jusqu'au no. 1, déjà vendu, qui a soixante-et-dix-huit pieds de profondeur—sans bâtisses.

Deux autres lots, étant les numéros 13 et 14, au dit plan, bornés au nord par le lot no. 12, et au sud par le no. 15, contenant chacun vingt-six pieds de front sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur, ayant le front sur la rue Saint-Laurent, et aboutissant au lot no. 16—sans bâtisses. Le lot no. 15, faisant l'encoignure de la rue Saint-Laurent, et de la rue Guilbault, borné, au nord, par le no. 14 et à l'ouest par le no. 16; de la profondeur de quatre-vingt-un pieds six pouces, d'une largeur de vingt-six pieds—avec une bâtisse en briques sur érigée.

Les lots nos. 16, 17, et 18, bornés en front par la rue Guilbault, en arrière par un passage mitoyen de seize pieds de largeur, pour l'usage des propriétaires des lots depuis le no. 1 jusqu'au no. 29; à l'est par les lots nos. 13 et 14 et quinze, et à l'ouest par la rue Arcade, qui a quarante pieds de large, et qui est à l'usage des propriétaires de tous les lots désignés ci-dessus et ci-dessous—avec une bâtisse en briques à deux étages érigée sur le front des dits lots, contenant les dits lots, no. 16 vingt-huit pieds de front sur soixante-et-dix-neuf pieds de profondeur, le lot no. 17 vingt-huit pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur et le lot no. 18 vingt-huit pieds de front sur quatre-vingt-un pieds de profondeur sur la ligne est et quatre-vingt pieds à la ligne ouest.

Onze lots connus au dit plan, sous les nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, et 29; bornés en front par la dite rue Arcade, en arrière par le dit passage mitoyen; au nord, le no. 29 par la succession Cuvillier, et, au sud, le lot no. 19 par le susdit passage mitoyen; contenant chacun des dits lots vingt-six pieds de front sur soixante et dix-neuf pieds de profondeur, à partir du no. 19, et allant en diminuant jusqu'au no. 29, qui n'a que soixante-et-dix-sept pieds de profondeur—sans bâtisses.

Onze lots connus au dit plan sous les nos. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40, bornés en front par la dite rue Arcade, en arrière par la rue Emelie, qui a quarante pieds de large, et est aussi à l'usage des dits lots et en commun avec les propriétaires des lots appartenant aux héritiers Cuvillier, au nord, le no. 30, par la succession Cuvillier, et au sud, le no. 40, par la continuation du passage mitoyen déjà désigné, contenant chacun des dits lots vingt-six pieds de largeur, sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur au no. 40 et allant en s'élargissant jusqu'au no. 30, qui a quatre-vingt-trois pieds de profondeur—sans bâtisses.

Neuf lots connus au dit plan sous les nos. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49 et cinquante, bornés en front par la rue Guilbault, en arrière par le passage mitoyen déjà mentionné, qui se continue jusqu'à la rue Saint-Urbain; à l'est par le lot no. 41, ci-dessous désigné, et à l'ouest par la rue Saint-Urbain, contenant chacun des dits lots vingt-six pieds de front au no. 42, et

ALIAS VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

From the District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH CHARLES LACOSTE,
No. 1734. } Esquire, Plaintiff; against JO-
SEPHTE MATHILDE GUILBAULT, Defendant.

The said lands and tenements mentioned and described in the Schedule annexed to the said Writ, marked A., as follows, to wit:

A lot or parcel of land situate in the city of Montreal, in the district of Montreal, forming part of the lot known as "Guilbault's Zoological Garden," bounded in front by St. Lawrence street, on one side to the north by the Cuvillier succession, on the other side to the south by Guilbault street, (which said street traverses the said lot throughout its whole depth, and is for the use of the proprietors of the said lot,) in rear partly by St. Urbain street, and partly by the Cuvillier estate, said lot or parcel of land is divided into fifty lots, as appears from the figured plan annexed to the proces-verbal of seizure in this cause, drawn by T. J. V. Regnaud, provincial land surveyor, on the 20th of July 1869, to wit:

Five lots on St. Lawrence street, known on the said plan as lots numbers 8, 9, 10, 11, and 12, bounded in rear by a common passage of sixteen feet, for the use of the aforesaid lots and the other lots ending thereat, containing each twenty-six feet in width by seventy-four feet in depth, starting from number 12, and widening towards the north up to number 1 already sold, which is seventy-eight feet in depth—no buildings.

Two other lots, being numbers 13 and 14 on the above plan, bounded on the north by lot number 12, and on the south by number 15, each containing twenty-six feet in front by eighty-two feet in depth, fronting on St. Lawrence street and ending at lot number 16—no buildings. Lot number 15, forming the corner of St. Lawrence and Guilbault streets, bounded on the north by number 14, and west by number 16, of eighty-one feet six inches in depth, by twenty-six feet in width—with a brick building thereon erected.

Lots numbers 16, 17 and 18, bounded in front by Guilbault street, in rear by a common passage, sixteen feet wide, for the use of the proprietors of the lots from number 1 to number 29, east by lots numbers 13, 14 and 15, west by Arcade street, forty feet wide and is for the use of the proprietors of all the lots above and hereinafter described—with a two story brick house built on the front of the said lots; the contents of the said lots being as follows: number 16, twenty-eight feet in front by seventy-nine feet in depth, lot No. 17, twenty-eight feet in front by eighty feet in depth, and lot No. 18, twenty-eight feet in front by eighty-one feet in depth, on the east and eighty feet on the west line.

Eleven lots known on the said plan as Nos. 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 and 29, bounded in front by Arcade street aforesaid, in rear by the aforesaid common passage, on the north lot No. 29, by the Cuvillier estate, and on the south lot number 19, by the common passage aforesaid, each of the aforesaid lots measuring twenty-six feet in front by seventy-nine feet in depth, starting from number 19, and narrowing to number 29, which is only seventy-seven feet in depth—no buildings.

Eleven lots known on the said plan as Nos. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 and 40, bounded in front by Arcade street aforesaid, in rear by Emelie street, forty feet wide, and which is also for the use of the said lots and in common with the proprietors of the lots belonging to the heirs Cuvillier, on the north number 30, by the Cuvillier estate, and on the south number 40, by the continuation of the common passage already described, each of the said lots containing twenty-six feet in width, by eighty-two feet in depth, at No. 40, and widening to No. 30, which is eighty-three feet in depth—no buildings.

Nine lots known on the said plan as Nos. 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49 and 50, bounded in front by Guilbault street, in rear by the common passage above mentioned which continues to St. Urbain street, east by lot No. 41, hereinafter described, and west by St. Urbain street, each of the said lots containing twenty-six feet in front at number 42, and widening to No. 50,

élargissant jusqu'au no. 50, qui a vingt-six pieds et six pouces, sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds au no. 42, et augmentant en profondeur jusqu'au no. 50, qui a quatre-vingt-dix pieds de profondeur.

Le lot no. 41, sur le dit plan, formant l'encoignure des rues Guilbault et Arcade, borné à l'ouest par le lot no. 42, et en arrière, au nord, par le passage mitoyen déjà mentionné, contenant trente-huit pieds six pouces de largeur, sur quatre-vingt-quatre pieds de profondeur—avec bâtisses en briques dessus érigées.

Chaque lot saisi séparément, à l'exception des lots nos 16, 17 et 18, saisis pour être vendus en un seul lot; tous et chacun des dits lots sont de mesure anglaise et sans garantie de mesure précise.

Pour être vendus, les susdits lots de terre, en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de mai prochain.

T. BOUTHILLIER,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 31 mars 1871. 1117 2
[Première publication, 8 avril 1871.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Du district de Montréal.

Montréal, à savoir: } JULES TREMBLAY, Deman-
No. 2135. } deur; contre DAME MARIE-
ANNE DEBIGAUD D'AUBREVILLE, D'enderresse.

Les dites terres et tenements mentionnés et décrits en la cédule annexée au dit bref marqué A, comme suit, savoir:

2. Neuf quatorzièmes indivis d'un terrain situé en arrière de celui déjà vendu en cette cause sous numéro un, ayant dans la ligne ouest environ trente-huit pieds de largeur, et dans la ligne est environ vingt-et-un pieds sur environ quatre-vingt-quinze pieds de longueur de l'ouest à l'est, étant un terrain irrégulier, tenant à l'est au terrain ci-dessus ainsi que d'un côté, et de l'autre côté, en arrière, aux terres du dit Petit—avec une partie de l'écurie dessus construite.

3. Tout le terrain ou emplacement désigné comme suit, savoir: un terrain sis et situé au village de la dite paroisse de Sainte-Anne, connu comme le jardin ou verger, tenant devant au chemin public, derrière, au terrain de Joseph Petit, joignant d'un côté le terrain déjà vendu en cette cause sous numéro un, et d'autre côté le terrain d'Antoine St. Denis et autres—sans bâtisses, contenant le dit terrain au front environ cent soixante-et-onze pieds, à la profondeur environ deux cent seize pieds, et de chaque côté environ cent quarante-quatre pieds, le tout plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit Bref rapportable le premier jour de mai prochain.

T. BOUTHILLIER,
Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 30 mars 1871. 1119 2
[Première publication, 8 avril 1871.]

Ventes par le Shérif.—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

which is twenty-six feet six inches wide, by a depth of eighty-four feet at number 42, and increasing in depth to No. 50, which is ninety feet in depth.

Lot number 41, on the above plan, forming the corner of Guilbault and Arcade street, bounded on the west by lot number 42, and in rear to the north by the common passage already mentioned, containing thirty-eight feet six inches in width, by eighty-four feet in depth—with the brick buildings thereon erected.

Each of these lots is seized separately, except lots numbers 16, 17 and 18, seized and to be sold in one lot; and each and every of them is of english measure and without warranty as to precise contents.

Said lots to be sold, at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FIFTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said Writ returnable on the first day of May next.

T. BOUTHILLIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, 31st March, 1871. 1118 2
[First published, 8th April, 1871.]

ALIAS VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

From the District of Montreal.

Montreal, to wit: } JULES TREMBLAY, Plaintiff
No. 2135. } against Dame MARIE ANNE
DEBIGAUD D'AUBREVILLE, Defendant:

The said lands and tenements mentioned and set forth in the schedule annexed to the said Writ marked A, as follows, to wit:

2. Nine undivided fourteenths of a lot of land, situate in rear of the one already sold in this cause under number one, being in a westerly direction about thirty-eight feet in width, and in an easterly direction about twenty-one feet by about ninety-five feet in length from west to east, being an irregular lot, joining on the east to the one above described, as also at one side, and on the other side and in rear to the property of Mr. Petit—with a part of the stable thereon erected.

3. The whole of the emplacement or piece of land described as follows, to wit: A lot situate, lying and being in the village of the aforesaid parish of Ste. Anne, known as the garden or orchard, bounded in front by the public road, in rear by the property of Joseph Petit, on one side by the lot number one already sold in this case, and on the other side by the properties of Antoine St. Denis and others—no buildings. Said lot containing about a hundred and seventy-one feet in front by about two hundred and sixteen feet in depth, and about a hundred and forty-four feet on each side, the whole more or less.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Ste. Anne du Bout de l'Île, on the NINETEENTH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said Writ returnable on the first day of May next.

T. BOUTHILLIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal 30th March, 1871. 1120 2
[First published, 8th April, 1871.]

Sheriff's Sales—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUISE MAILLY, de la cité de No. 1265. } Québec, dans le district de Québec, épouse de Thomas White, du dit lieu, cordonnier, dûment autorisée en justice à ester en jugement : contre le dit THOMAS WHITE, à savoir :

1. Un lot de terre situé dans la paroisse de l'ancienne-Lorette, contenant trois arpents en front, sur dix arpents de profondeur, plus ou moins, borné par devant, au sud-ouest, au chemin qui conduit aux Grands Déserts, et joignant en arrière, au nord-est, au terrain du Reverend M. Laberge, d'un côté, au sud-est, à Pierre Beaupré, de l'autre côté, au nord-ouest, à Jacques Drolet—circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé dans la paroisse de l'ancienne-Lorette, seigneurie Saint-Gabriel, côté des Grands Déserts, contenant trois perches et demie ou environ de front, du côté nord, sur un arpent et demi, plus ou moins, de profondeur, où la largeur est d'environ cinq perches, borné par devant, au sud ou sur le chemin du roi, en arrière, au nord-ouest, à William White, ainsi que du côté nord à un ruisseau qui fait la séparation du dit emplacement d'avec la terre de Jacques Beaupré—avec ensemble la maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus, à la porte de l'église de la dite paroisse de l'ancienne-Lorette, le DIX-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

C. ALLEYN,
Sheriff.
1871

Québec, 12 avril 1871.

[Première publication, 15 avril 1871.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LOUISE MAILLY, of the city of No. 1265. } Québec, in the district of Québec, wife of Thomas White, of the same place, shoemaker, duly authorised to appear in judicial proceedings, against the said THOMAS WHITE, to wit :

1. A lot of land situated in the parish of L'ancienne Lorette, containing three arpents in front by ten arpents in depth, more or less, bounded in front to the south west by the road leading to the Grands Déserts and bounded in rear to the north-east by the lot belonging to the Reverend Mr. Laberge, on one side to the south-east by Pierre Beaupré, on the other to the north-west by Jacques Drolet—appurtenances and dependencies.

2. An emplacement situate and being in the parish of L'ancienne Lorette, St. Gabriel seigniory, Côte des Grands Déserts, containing three perches and a half or thereabouts in front, on the north side by an arpent and a half, more or less, in depth, where its width is about five perches ; bounded in front to the south west by the King's road, in rear, to the north-west by William White, and on the north side by a creek separating the said emplacement from the property belonging to Jacques Beaupré—together with the dwelling house and out-buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of L'ancienne Lorette, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said Writ returnable the first day of September next.

C. ALLEYN,
Sheriff.
1870

Quebec, 12th April, 1871.

[First published, 15th April, 1871.]

Ventes par le Shérif.—St. Hyacinthe.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } HENRY THOMAS, de No. 1411. } Montréal, district de Montréal, et Isidore Thibodeau, de Québec, district de Québec, et us deux marchands importateurs associés et faisant affaires et commerce ensemble en société au dit lieu de Montréal, sous la raison sociale de "Thomas, Thibodeau et Cie.," et à Québec susdit, sous la raison sociale de "Thibodeau, Thomas et Cie.," et à Manchester, en Angleterre, sous la raison sociale de Thomas et Thibodeau. Demandeurs ; contre RENÉ BELLE, cultivateur, de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, à savoir :

Un lotin de terre portant numéro soixante-et-dix-sept (77) sis et situé dans le rang Saint-Charles, dans la paroisse de l'Ange-Gardien, qui faisait partie devant de la paroisse de Saint-Gesaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, contenant deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de profondeur, renfermé dans les limites suivantes, savoir : joignant par devant, au côté sud de la branche nord de la rivière Yamaska, en profondeur, par le terrain du township de Farnham, d'un côté au sud-est au numéro soixante-et-dix-huit, et de l'autre côté au nord-ouest au numéro soixante-et-seize—avec une maison et autres bâties y originaires. Pour être vendu à la porte de l'église de la dite

Sheriff's Sales.—St. Hyacinth.

PUBLIC NOTICE is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—St. Hyacinthe.

St. Hyacinthe, to wit : } HENRY THOMAS, of No. 1411. } Montréal, district of Montréal, and Isidore Thibodeau, of Québec, district of Québec, both merchants importers, co-partners and doing business together in partnership at Montréal, district of Montréal, under the name and firm of "Thomas, Thibodeau & Co.," at Québec aforesaid, under the name and firm of "Thibodeau, Thomas & Co.," at Manchester, in England, under the name and firm of "Thomas & Thibodeau." Plaintiffs ; against RENÉ BELLE, yeoman, of L'Ange Gardien, in the county of Rouville, in the district of St. Hyacinthe, Defendant, to wit :

A lot of land being number seventy-seven, situate in the range St. Charles, in the parish of L'Ange Gardien, being heretofore part of the parish of St. Gesaire, in the district of St. Hyacinthe, containing two arpents in front by thirty-three arpents in depth, joining in front on the south side of the north branch of the river Yamaska, in rear the township of Farnham, on the south-east side number seventy-eight, and on the north-west side number seventy-six—with one house and other buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of

paroisse de l'Ange-Gardien, le DIX-SEPT AOUT prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable le 21 août 1871.

L. TACHÉ,
Sherif.

Bureau du Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 avril 1871. 1207
[Première publication, 15 avril 1871.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Iberville.

Iberville, à savoir : } FRANÇOIS LANGEVIN, ren-
No. 98. } tier, de Marieville, (paroisse
de Sainte-Marie de Monnoir,) dans le district de Saint-
Hyacinthe, Demandeur ; contre ALEXAN-
RE VIENT, marchand, ci-devant de Marieville, (paroisse
de Sainte-Marie de Monnoir,) dans le district de Saint-
Hyacinthe, et maintenant de la ville de Saint-Jean,
dans le district d'Iberville, commis marchand ; De-
tendeur ; savoir :

Un emplacement situé au village de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, contenant environ quatre arpents de terre en superficie, borné en front par le chemin du nord du ruisseau Saint-Louis, par derrière et du côté sud par Damase Guillette, et du côté nord par M^{me}. Theophile Lemay, ou représentants, et Louis Boulet—avec une maison, une grange et autres bâties et érigées.

Sujet à la charge de la rente et des servitudes en faveur de Magdelaine Daigle, mentionnées en l'opposition afin de charge, filée en cette cause, savoir : Sous la réserve en faveur de l'opposante de jouir et occuper sa vie durant, moitié de la dite maison côté sud, en y comprenant moitié de la cave et du grenier du même côté, aussi moitié dans la grange et dans les autres bâtiments qui seront construits sur le dit emplacement, et aussi de fournir à la dite donatrice et à son profit le terrain nécessaire pour son jardin, d'environ un quart d'arpent en superficie, qui sera pris sur le dit emplacement, lequel jardin sera entouré et fermé au besoin, en outre la rente et pension viagère qui suit : payable et payable chaque année la vie durant de la dite donatrice ; savoir : dix minots de bonnes patates, douze cordes de bois de cerles rebuchées en bois de peule et entrées dans l'appartement de la dite donatrice, moitié bois franc et moitié pruche, le tout bois sec, les patates seront livrables à la Toussaint, et le bois moitié à la Saint-Michel et moitié en janvier, de lui fournir en maladie le docteur à ses frais et lui procurer les secours du prêtre, comme de lui fournir un cheval à son service, attelé sur une voiture convenable aux saisons, pour aller visiter ses parents et amis et la faire mener si elle ne le peut elle-même, de livrer à la dite donatrice une bonne vache laitère, et qui sera livrée le premier mai, et retirée l'automne lorsqu'elle ne donnera plus de lait, laquelle vache sera paccage dans un bon parc aussi près de la demeure de la dite donatrice qu'il y aura possibilité et laquelle sera amenée sur le dit emplacement soir et matin, pour être traitée. Pour enfin une somme de vingt livres cours actuel, payable aussi chaque année la vie durant de la dite donatrice. Lesquelles rentes, réserves et servitudes ci-dessus mentionnées ne seront livrables à la dite donatrice qu'en autant que le dit donataire viendrait à vendre le dit emplacement en premier lieu désigné aux présentes et ce aux termes d'un acte de donation du vingt-quatre juin mil huit cent cinquante-six.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la dite paroisse Sainte-Marie de Monnoir, le NEUVIÈME jour de MAI prochain, à TROIS heures après-midi. Bref rapportable le 25 mai 1871.

L. TACHÉ,
Sherif.

Bureau du Shérif.
Saint-Hyacinthe, 8 avril 1871. 1209
[Première publication, 15 avril 1871.]

L'Ange Gardien, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the 21st August, 1871.

L. TACHÉ,
Sherif.

Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, 8th April, 1871. 1208
[First published, 15th April, 1871.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court—Iberville.

Iberville, to wit : } FRANÇOIS LANGEVIN, ren-
No. 98. } tier, of Marieville, (parish of
Ste. Marie of Monnoir,) in the district of St. Hyacinthe,
Plaintiff; against ALEXANDER VIENT, merchant,
heretofore of Marieville, (parish of Ste. Marie de Mon-
noir,) in the district of St. Hyacinthe, and now of the
town of St. Jean, in the district of Iberville, mer-
chant's clerk, Defendant, to wit :

An emplacement situate in the village of Marieville, in the district of St. Hyacinthe, containing about four arpents of land in superficies, bounded in front by the road, on the north of Ruisseau St. Louis, in rear and on the south side by Damase Guillet, and on the north side by Mrs. Theophile Lemay or representatives, and Louis Boulet—with one house, barn and other buildings thereon erected.

Burthened with the annuities and servitudes in favor of Magdelaine Daigle, mentioned in the opposition to secure charges filed, in this case; to wit: under the reservation in favor of the opposant to enjoy and occupy her lifetime, half of the said house, south side, including half of the cellar and garret on the same side, also half of the barn and other buildings that shall be constructed on the said emplacement, and also to furnish to the said donor, for her own benefit, the necessary land for her garden, of about one fourth of one arpent, to be taken on the said emplacement, which garden shall be fenced and manured when necessary, and besides the following life rent and annuity, payable and to be delivered each year the life-time of the said donor, to wit: ten bushels (minot) of good potatoes, twelve cords of cord wood, cut for the stove and entered in the room of the said donor, half hard wood and half hemlock, the whole of dry wood, the potatoes to be delivered on all saints day, and the wood half on St. Michel day and half in January, to procure her the attendance of a doctor in case of sickness to her expenses, and the assistance of a priest, to furnish her one horse on demand, harnessed to a proper vehicle for the season, to go and visit her relatives and friends and one person to drive her if not able to do it herself, to supply her with one good milch cow delivered on the first of May and given back at the fall when run dry, which cow pastured in a good pasture as near to the domicile of the said donor as possible, and driven to and from the said emplacement evening and morning to be milked. And for the last consideration of the sum of twenty-three pounds currency, payable also every year the lifetime of the said donor. Which said annuities, reservations and servitudes hereinabove mentioned to be delivered to the said donor, inasmuch as the said donor would sell the said emplacement mentioned in the first place in this present and that according to the terms of a deed of gift (donation) of the twenty-fourth June, one thousand eight hundred and fifty-six.

To be sold, at the church door of the said parish of Ste. Marie of Monnoir, the NINTH day of MAY next, at THREE o'clock afternoon. Writ returnable on the twenty-fifth day of May, 1871.

L. TACHÉ,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, 8th April, 1871. 1210
[First published, 15th April, 1871.]

Avis de Faillite.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1864 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Richard C. McDonagh, failli.

Un dernier bordereau des dividendes a été préparé, et ouvert aux oppositions jusqu'au sixième jour de mai prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

A. FRASER,
Syndic officiel.
1255

Québec, 15 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869:

Dans l'affaire de William T. Franklin, de Montréal, y faisant affaires sous les nom et raison de W. T. Franklin et Cie., frilli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir au lieu d'affaires du dit failli, No. 341, rue Notre-Dame, à Montréal, samedi, le vingt-neuvième jour d'avril courant, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

A. B. STEWART,
Syndic provisoire.
1253

Montréal, 13 avril 1871.

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Canada, }
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de James Stevenson, failli.

Lundi, le vingt-deuxième jour de mai prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JAMES STEVENSON,
Par W. B. IVES,
Son procureur *ad litem*.

Sherbrooke, 13 avril 1871. 1257

ACTE CONCERNANT LA FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Jean-Louis Martineau et Joseph-Elzéar Valin, faisant affaires sous la raison sociale de Martineau et Valin, faillis.

Les faillis m'ont fait une cession de leurs biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à leur place d'affaires, rue Desfossés, Québec, jeudi, le vingt-septième jour d'avril, à onze heures A. M., pour recevoir un état de leurs affaires, et nommer un syndic.

R. HENRY WURTELE,
Syndic provisoire.
1259

Québec, 11 avril 1871.

Bankrupt Notices.

INSOLVENT ACT OF 1864 AND AMENDMENTS.

In the matter of Richard C. McDonagh, an Insolvent.

A final dividend sheet has been prepared open to objection until the sixth day of May next, after which dividend will be paid.

A. FRASER,
Official Assignee.
1256

Quebec, 15th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William T. Franklin, of Montreal, carrying on business there under the name and firm of W. T. Franklin & Co., an insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the place of business of the insolvent, No. 341, Notre-Dame street, Montreal, on Saturday, the twenty-ninth day of April instant, at eleven o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

A. B. STEWART,
Interim Assignee.
1254

Montreal, 13th April, 1871.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }
Province of Québec, } *In the Superior Court.*
District of St. Francis. }

In the matter of James Stevenson, an Insolvent.

On Monday, the twenty-second day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

JAMES STEVENSON,
Per W. B. IVES,
His Attorney *ad litem*.

Sherbrooke, 13th April, 1871. 1258

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Jean Louis Martineau and Joseph Elzéar Valin, doing business under the firm of Martineau and Valin, Insolvents.

The Insolvents have made an assignment of their estate to me, and the creditors are notified to meet at their place of business, Desfossés street, Québec, on Thursday, the twenty-seventh day of April, at eleven o'clock A. M., to receive statements of their affairs and to appoint an assignee.

R. HENRY WURTELE,
Interim Assignee.
1260

Quebec, 11th April, 1871.

Faint, illegible text at the top of the page, possibly a header or introductory paragraph.

Second block of faint, illegible text in the upper middle section.

Third block of faint, illegible text in the middle section.

Fourth block of faint, illegible text in the lower middle section.

Fifth block of faint, illegible text at the bottom of the page.